

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

// Jeudi 18 mai 2017



Savoirs de base



Atelier peinture Cherpa Novembre 2016



Christophe Robert Un toit pour tous 04.11.16

Table des matières

RAPPORT MORAL	3
LES COMMISSIONS	7
Commission vie associative.....	7
Commission bénévolat.....	8
Commission communication.....	9
Commission finances.....	10
Commission prison/justice.....	11
LES RESSOURCES HUMAINES	13
Les salariés	13
Les bénévoles	14
Les services généraux.....	14
LES SERVICES	16
Le secteur accueil orientation.....	19
Le SAO	19
Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)	21
Le 115	21
La Commission Unique d'Orientation	22
La maraude.....	23
Le service d'accompagnement prison-justice	25
Le secteur santé	26
Le cabinet médical.....	26
L'Accès, médiation et coordination des soins (amecs)	26
Les Lits Halte Soins Santé (LHSS)	28
L'ATHOBA	30
Le secteur hébergement	32
L'Hébergement d'urgence.....	33
L'hébergement d'insertion.....	35
Les faits marquants de 2016	39
Le secteur insertion par l'activité économique.....	47
Le Dispositif AVA	47
Les chantiers d'insertion	49
Le secteur formation	53

EXPRESSION DES PERSONNES ACCUEILLIES	58
RAPPORT DE GESTION 2016	60
RAPPORT D'ORIENTATION	65
GLOSSAIRE.....	66

RAPPORT MORAL

Les années 2016/2017 que couvre notre AG ont été caractérisées par la persistance des difficultés sociales, marquées par les conséquences des grands déséquilibres mondiaux qu'illustrent les mouvements migratoires, et par les tensions sur les finances publiques.

Durant la période écoulée, l'action associative a de nouveau été mise à contribution pour répondre aux besoins des personnes sans toujours être dotée de moyens suffisants. Nous y reviendrons dans la partie traitant de la situation financière de l'association.

Ce rapport moral est loin de couvrir la totalité des actions menées par les bénévoles et salariés de l'association, qui seront développées dans le rapport d'activité et les comptes rendus des commissions et groupes de travail. Nous nous en tiendrons à quelques points que nous souhaitons mettre en lumière.

L'accueil inconditionnel de toutes les personnes en détresse, quelle que soit leur situation administrative, et la continuité de leur hébergement

Ce principe, inscrit dans le Code de l'Action sociale et des Familles, n'est toujours appliqué que de façon inégale et aléatoire. En témoigne le nombre de personnes qui restent à la rue chaque soir, malgré une capacité d'accueil augmentée cette année encore.

Nous savons qu'il est irréaliste d'exiger le respect de ce principe dans chaque structure d'hébergement prise isolément. C'est pourquoi nous réclamons depuis plusieurs années une étude permettant un état des lieux, une réflexion sur la qualité de l'accueil et de l'accompagnement, et la mise en place de scénarios de " refondation " de l'hébergement d'urgence. Nous espérons que la défaillance de l'association Accueil Albert-Thomas le permettrait. Ce ne fut pas le cas, et nous le regrettons.

Le rejet de notre proposition a montré combien il est difficile de faire admettre une autre vision de la réalité, et de faire entendre d'autres évidences que celles du « système établi ».

Il nous faut convaincre.

Convaincre que l'hébergement d'urgence sous forme d'asile de nuit met, certes, les personnes à l'abri, et est nécessaire en période de grand froid, mais ne leur permet pas de se poser pour construire un projet d'insertion.

Convaincre que remettre à la rue chaque matin une femme et son enfant, une personne malade ou handicapée, ne respecte pas la dignité des personnes.

Convaincre que les dépenses sociales représentent certes un coût, mais surtout un investissement qui évite de laisser durablement sur le bord de la route un nombre important de personnes ...

Tout cela n'allait pas de soi, et nous n'avons pas été entendus.

Nous continuerons à défendre cette position conforme à nos valeurs.

Fluidifier l'accès de l'hébergement vers le logement

Des ménages pauvres sont trop souvent contraints de recourir à l'hébergement ou à un habitat précaire faute de solution alternative. L'accès direct au logement suppose de développer l'accompagnement social et d'apporter quelques évolutions aux politiques d'attribution des logements locatifs sociaux. Avec d'autres associations, nous avons voulu ouvrir un débat avec les bailleurs sociaux concernant l'accès des familles endettées au logement social. Des incompréhensions réciproques firent que cette démarche n'eut pas les résultats escomptés. Si bailleurs sociaux et associations ne s'entendent pas toujours sur les chantiers prioritaires auxquels doit s'atteler la politique de l'habitat, ils doivent néanmoins partager une ambition commune : faire de l'accès et du maintien au logement un levier d'inclusion et de mixité sociale. Nous espérons pouvoir reprendre ces échanges dans le cadre du PDHLPD (Plan départemental d'hébergement et de logement des personnes défavorisées).

Favoriser l'intégration des réfugiés grâce à un accueil et un accompagnement respectant la dignité des personnes

Le beau programme que celui de « familles solidaires » !

Réserver une chambre dans sa maison, faire partager des moments de vie familiale pendant plusieurs mois, ce n'est pas un mince engagement, c'est un geste fort de solidarité envers ceux qui ont fui la guerre, les persécutions, c'est aussi une formidable expérience humaine que vive une dizaine de familles. Familles bénévoles et salariés de l'association accompagnent ces réfugiés sur les différentes étapes de leur chemin vers l'insertion dans le pays où ils ont choisi de vivre.

Nous sommes les seuls dans la Région à avoir relevé ce défi, et nous en sommes fiers même si nous espérons voir se mobiliser d'autres associations. Par ailleurs, cette action n'étant financée qu'en partie par les fonds publics, le conseil d'administration a décidé d'y contribuer sur les fonds propres de l'association.

Favoriser l'accès à la santé des familles en situation de précarité

Pour les personnes confrontées à la précarité, l'état de santé n'est pas toujours jugé prioritaire face aux autres difficultés, et il s'aggrave pourtant à cause des conditions de vie difficiles. Un accès facile aux soins est donc indispensable.

Depuis de nombreuses années, nous ne parvenons pas à équilibrer financièrement notre cabinet médical. De nombreuses réunions se sont tenues sous la présidence de l'Agence régionale de Santé et de la Ville de Tours, pour chercher des solutions de mutualisation de moyens avec la Permanence d'Accès aux Soins de l'hôpital et le Centre Porte ouverte. Notre association était prête à s'inscrire dans tout projet qui irait dans le sens de l'intérêt du public concerné. Mais faute de volonté positive des autres participants, nous sommes actuellement dans une impasse.

Pour maintenir cette activité, l'association la finance en partie sur ses fonds propres, mais ne pourra pas le faire durablement.

Prévenir la récidive et préparer la sortie de prison

Depuis février de cette année, salariés du Service d'Accompagnement Prison-Justice et bénévoles notamment de la Petite maison ont initié une nouvelle action en lien, entre autres intervenants, avec le Service pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP). L'association affecte l'une de ses assistantes sociales à cette action innovante et prometteuse, qui consiste,

dès le premier jour d'incarcération, à prendre en charge la situation globale du détenu – sur les plans social, médical, familial, etc. – pour déterminer et engager les actions d'accompagnement les plus adaptées. L'objectif est un retour en milieu libre « dans les conditions du droit commun », qui doit grandement contribuer à la prévention de la récidive. La Fondation de France en a mesuré l'intérêt en acceptant de contribuer au financement de cette action pour une année au minimum. La pérennisation de cette action devrait se réaliser sur d'autres fonds.

Cheminer de l'insertion à l'emploi

Dans ce domaine, soulignons deux programmes dont nous suivons les résultats avec beaucoup d'intérêt.

SEVE (SIAE Entreprises Vers l'Emploi) : L'EAO-CAD fait partie avec l'association Objectif des dix structures retenues pour une expérimentation nationale, dans le but de développer des pratiques de « médiation active » entre les ouvriers des chantiers d'insertion et le monde de l'entreprise.

Il nous faut accentuer le fonctionnement rigoureux et éthique des activités d'insertion par l'activité économique et réussir au mieux l'intégration des personnes.

La Maison Digitale

Cette action de formation consiste à rendre plus autonomes neuf femmes, très éloignées du monde du travail, en leur facilitant l'accès au numérique et en les accompagnant dans le retour vers l'emploi. Les bénévoles qui accompagnent ces stagiaires se sont appuyés sur leurs compétences et leur "pouvoir d'agir" pour co-construire leurs parcours.

Prendre en compte la parole des personnes accueillies

Mieux connaître les besoins, écouter les ressentis des personnes hébergées et des salariés en insertion, pour améliorer le service rendu et trouver ensemble des réponses adaptées : tel est l'objectif poursuivi par un groupe d'administrateurs qui sont allés à la rencontre des personnes accueillies, munis d'une grille d'entretien. Nous communiquerons sur les résultats et les actions menées dans les prochains mois.

Renforcer nos partenariats

Nous savons qu'au regard des enjeux, les réponses à la plupart des problèmes ne peuvent être construites par une association isolée, même dotée d'une expérience particulièrement efficace et performante, mais qu'elles doivent s'organiser collectivement à partir d'une analyse fine et dynamique des besoins locaux.

Dans nos précédents écrits, nous avons répété l'importance que revêt pour nous le partenariat. Cette année nous voudrions mettre un coup de projecteur sur quelques partenariats **d'action** :

- La journée " Un toit pour tous " avec SOS-Emmaüs et le collectif Roosevelt,
- La lettre "accès au logement des familles endettées" avec COALIA, SOS-Emmaüs, Secours catholique, Habitat et Humanisme et UDAF,
- Le projet Garage solidaire avec le Secours catholique,
- Les Journées Nationales Prison avec l'ANVP, GENEPI et la CIMADE,

Mais aussi des **partenariats de financement** :

Maison digitale avec la fondation Orange,

Garderie à Dolbeau avec la fondation AG2R, le camion du PAS avec la fondation MACIF,

La Prévention de la récidive avec la fondation de France,

Cuisine à l'Epicerie solidaire de Chinon avec la fondation Ferrero, des aménagements à Camus avec le Zonta Club, la peinture à la Chambrière et à Camus avec la fondation Onet et l'association UnisCité, des vélos électriques pour le service Propreté avec la fondation l'Archipel des Utopies...

Rechercher l'équilibre financier

Deux années de résultats budgétaires positifs ne présumaient pas de l'avenir...Des crédits d'Aide sociale à l'Enfance en baisse, des activités sous-financées, une baisse de résultats dans certains chantiers d'insertion, nous amènent cette année à un déficit.

Les finances publiques sont en baisse, les compétences territoriales évoluent du département vers la région, et demain du département vers la métropole...Tout se compose, se décompose, se recompose sans que nous ayons voix au chapitre. Notre seul « privilège » et, au mieux, notre seul objet de maîtrise, est l'équilibre qu'il faut trouver pour préserver la pérennité de certaines activités, en abandonner peut-être d'autres, et démontrer en tous temps notre utilité au service des plus démunis !

Plus que jamais nous avons besoin de l'apport de nos bénévoles et des dons et legs de nos adhérents et sympathisants.

Malgré les incertitudes politiques, notre propos se veut optimiste et nous tenons cette conviction de l'essence même de notre association. Nos équipes, toutes nos équipes bénévoles et salariées représentent une multiplicité de forces vives aptes à gagner les défis et à réussir. Leur créativité et leur adaptabilité sont de nature à entretenir un vrai souffle pour préparer demain.

Pour améliorer l'accueil du public autant que les conditions de travail, le déménagement du Pôle social et médical, ex-CASOUS, est en bonne voie. Et c'est également au nom d'une nécessaire adaptation à la société d'aujourd'hui que le conseil d'administration a impulsé une ample concertation, afin de proposer à l'assemblée générale de doter l'association d'un nouveau nom.

Le plan stratégique 2017-2020 « Conjuguer militantisme et professionnalisme. Des valeurs aux actes » nous donne le cap.

LES COMMISSIONS

Commission vie associative

La commission Vie Associative s'est réunie 9 fois en 2016 et a exercé ses missions traditionnelles :

I- Gérer le fichier des adhérents (conformément aux statuts et au Règlement Intérieur) :

- après examen, proposition au Conseil d'Administration des demandes d'adhésions des nouveaux adhérents,
- appel à cotisation en début d'année avec les vœux et avec la convocation à l'AG 2016,
- relance des adhérents qui n'ont pas réglé leurs cotisations depuis deux ans et, en l'absence de réponse, proposition au Conseil d'Administration de radier ces derniers.

II- Aller à la rencontre des adhérents et adhérents potentiels

- rencontre des nouveaux adhérents 2015, au CHERPA, le 14 janvier 2016,
- le 6 février, lors du Pot au Feu géant, tenue d'un stand avec l'association étudiante les Halles de Rabelais,
- participation à la campagne d'adhésion au centre de Tours du 22 février au 6 mars,
- participation à l'organisation matérielle de l'Assemblée Générale 2016,
- tenue du chalet de Noël le 8 décembre (en appui du projet « Familles Solidaires »).

III- Organiser les journées de présentation de l'EAO-CAD.

Une journée commence par la présentation de l'association EAO-CAD et l'étendue de ses activités. Elle se poursuit par les visites du Pôle Social et Médical, du CHRS CHERPA, du chantier d'insertion de Chambray et de la « petite maison ».

Ces journées sont destinées aux structures et associations partenaires qui souhaitent connaître l'EAO-CAD. Elles sont aussi ouvertes à nos adhérents, bénévoles et participent à l'intégration des stagiaires et nouveaux salariés.

Quatre journées accueillant au total plus de 60 personnes ont été réalisées en 2016.

Des « présentations spécifiques » sont organisées à la demande. Par exemple, le 20 mai, une demi-journée a concerné des salariés de la mission locale.

IV- Gestion du fonds associatif.

La commission a répondu favorablement pour une participation financière (sur fonds associatifs) à plusieurs projets présentés par les services (fête du miel à Chinon, sortie Canoë à Loches...).

Ses missions se poursuivent en 2017, avec quelques nouveautés :

- 1) Suppression de la cotisation couple au 1^{er} janvier 2017 à la demande du Conseil d'Administration,
- 2) Mise en place de prélèvements mensuels pour faire des dons réguliers,
- 3) L'Assemblée Générale 2017 se déroulant un jeudi matin, organisation d'une réunion pré-AG, en fin de journée, en semaine (le 26 avril à 18h), pour faciliter la rencontre avec les adhérents qui ne sont pas disponibles en journée.

Membres du Conseil d'Administration :

- Francis BERTHON
- Bernard BONNIN
- Annick BOURRET
- Monique CARRIAT
- François CURIS (stagiaire)
- Dominique DE LANNOY
- François FERRISSE
- Frédéric FLEURY (stagiaire)
- Martine FONTENIS
- Martine GAUDEAU SEDILLEAU (stagiaire)
- Françoise JOYEUX
- Marie-Paul LEGRAS FROMENT
- Jean-Paul MERCIER
- Patrick MINIER
- Annick MORICE
- Georges MOUGEL
- Georges RONDEAU
- Jean-Noël ROUET
- Christian ROUSSEAU
- Marc SIMONNEAU
- Pierre TRINSON
- Frédérique VALLEE

Adhérents :

	2015	2016	2017
Nombre d'adhérents	343	360	333
Dont nouveaux adhérents	44	39	39

Commission bénévolat

En 2016, 261 bénévoles sont intervenus au sein de l'EAO CAD.

La commission se réunit tous les 2 mois, nous nous sommes répartis les secteurs pour rencontrer les personnes intéressées. Parfois nous les réorientons vers France Bénévolat quand il n'y a pas de possibilités de bénévolat dans nos services.

Celles pour qui c'est possible sont reçues par le chef de service.

Cette année, parmi les nombreuses demandes, nous avons recruté 31 nouveaux bénévoles qui ont été essentiellement dirigés vers la maraude, la petite maison du Service Accompagnement Prison Justice (SAPJ) et le centre de formation.

Lors des entretiens avec les futurs bénévoles, nous essayons de conjuguer nos besoins avec leurs compétences.

En avril 2016 nous avons organisé une rencontre entre tous les bénévoles de l'association qui a permis à une quarantaine de bénévoles de se rencontrer et de discuter autour des projets de l'association.

Nous avons rencontré des responsables de France Bénévolat pour échanger avec eux sur nos besoins et notre fonctionnement.

Nous avons participé aux journées du bénévolat à l'hôtel de Ville de Tours les 1 et 2 octobre 2016. Suite à cette manifestation, plusieurs personnes nous avaient laissé leurs coordonnées, toutes n'ont pas donné suite à nos propositions de rencontres.

Le CA a accepté qu'une somme soit allouée pour des formations transversales à toutes les actions bénévoles ou spécifiques à un secteur.

Nous avons obtenu « le trophée de l'innovation » par la fondation AG2R pour la création de la garderie de Dolbeau.

Pour réaffirmer les valeurs de l'EAO CAD et conjuguer militantisme et professionnalisme, une partie d'un conseil d'administration a été consacrée au bénévolat dans l'association.

Cette année encore, l'association a participé aux collectes de la banque alimentaire les 26 et 27 novembre à Carrefour Market rue du Général Renault à Tours.

Projets :

- Poursuivre nos réunions dans les différents sites ; nous sommes déjà allés à Chinon, Camus, Dolbeau et bientôt Loches. Ceci nous permet de nous faire connaître et de rencontrer les équipes,
- Formation des bénévoles,
- Création d'une garderie à Camus.

Au-delà des besoins repérés dans les services, élargir les interventions en prenant compte les propositions, les envies, les savoirs- faire et les compétences des bénévoles.

Commission communication

Réunie six fois depuis la dernière assemblée générale, la commission a connu quelques entraves, et a été amenée à travailler sur plusieurs faits marquants.

Les contraintes ont été liées à l'indisponibilité temporaire ou définitive d'intervenants indispensables au fonctionnement du site internet et de la revue *Perspectives*. Le **site** (www.entraideouvriere.org) a été entièrement refondu, mais la mise en ligne de la nouvelle version a été considérablement retardée. Il faut maintenant le rendre actif, et si possible interactif. Il doit devenir le vecteur principal de l'expression externe, de l'affirmation des valeurs et de la défense des positions de l'EAO-CAD. De même, la distribution de la revue a été parfois retardée, du fait du départ du maquettiste. Mais **Perspectives** demeure le support traditionnel qui rend compte de la vie et des activités au sein des différents services, et qui fait le lien avec nos partenaires associatifs ou institutionnels. Les « dossiers » développés dans ce journal ont notamment traité cette année de l'hébergement d'urgence et de l'opération « Familles solidaires ».

La page **Facebook** et le compte **Tweeter** de votre association sont opérationnels depuis longtemps maintenant, mais restent encore trop peu utilisés et visités. La commission devra dans les prochains mois trouver les moyens de leur développement, pour aider à la notoriété et accroître l'influence de notre association par sa présence sur les réseaux sociaux maintenant largement répandus et fréquentés.

L'aide précieuse d'une salariée d'Orange détachée en mécénat de compétence a par ailleurs permis la mise à jour de plusieurs **supports de communication**, dont le dépliant de présentation générale, et la création d'une formule de dons mensuels par prélèvements bancaires. Les « outils » s'améliorent donc et se diversifient – par l'acquisition de kakemonos par exemple – comme on a pu en juger sur les stands du marché de Noël de Tours ou du pot au feu géant au profit des Restos du cœur.

L'actualité, enfin, a lourdement mobilisé les travaux de la commission. D'abord avec le programme « **Familles solidaires** » : l'association ayant été retenue pour mettre en œuvre ce dispositif d'« hébergement citoyen » de réfugiés, il a fallu – et il faut encore – sensibiliser la

presse, réaliser des documents pour expliquer l'opération, en assurer la diffusion, etc. Ensuite, la défaillance de l'association **Accueil Albert-Thomas** a nécessité la mise au point de textes expliquant la position de l'EAO-CAD et la signification de son projet. Ces deux sujets ont donné lieu à une forte présence de l'association dans les médias locaux ces derniers mois. L'opération « Familles solidaires » est d'ailleurs loin d'être terminée, et la future commission devra y contribuer longtemps encore, tout comme elle aura à promouvoir nos propositions pour l'hébergement d'urgence.

Les **70 ans de l'Entr'Aide Ouvrière** seront marqués par une série d'événements à partir de l'automne prochain, autour desquels il faudra communiquer abondamment.

Enfin, le conseil d'administration avait confié à la commission le soin d'organiser une large consultation, en plusieurs étapes, pour préparer le **changement de nom** de l'association. Mais là c'est vous, adhérents, qui aurez le dernier mot en assemblée générale.

Commission finances

La commission finance en 2016 étant composée uniquement des membres du bureau, elle s'est réunie en formation commission finance en tant que de besoin en première partie des réunions de bureau.

- Activités récurrentes
 - Suivi de la gestion de la trésorerie de l'EAO
 - Suivi de la gestion des immobilisations
 - Suivi régulier du compte de résultats
- Chantiers spécifiques
 - Elle devait notamment travailler à une présentation des comptes séparés entre « l'entreprise sociale » et « les activités associatives ». Ces travaux sont bien avancés et aboutiront pour les comptes 2017, avec la création de bilans séparés par activité.
 - Un état des donations et subventions privées, par le biais de fondations d'entreprises ou autres a été établi, afin de montrer la progression de ces dotations. L'accroissement de ces dotations était l'un des axes de notre plan stratégique, et on peut dire qu'il est atteint.

EVOLUTION DONS-LEGS-MECENNAT-BENEVOLAT

	2014	2015	2016
Associations	8 293	14 321	18 771
Bénévolat	416 062	355 244	361 389
Entreprises		2 500	2 000
Fondations	1 600	7 800	93 228
Particuliers	31 072	18 280	91 274
Mécénat	130 164	109 813	70 858
Total	587 191	507 957	637 520

- Liquidation de la société Ecobois.
- Examen en commission finances des grands projets
 - Réponse pour la reprise hébergement d'urgence

- Vente immeubles place des halles et acquisition immeuble rue Marcel Tribut
- Opération immobilière Chinon
- Préparation d'une formation comptable en avril 2017 pour tous les administrateurs.

Au-delà de cette liste d'activité, la commission souligne qu'après 2 exercices excédentaires depuis plus de 10 ans, nous retrouvons un déficit en 2016, lié à une baisse des subventions ASE, une baisse de certaines subventions, des ventes en deçà des prévisions à l'IAE, et une augmentation de près de 40K€ des cotisations sociales patronales.

La commission tient à adresser ses félicitations à la Direction Générale et aux acteurs de l'association pour avoir néanmoins maintenu les grands équilibres financiers, qui permettent de pérenniser nos activités à l'égard des plus démunis.

La situation de l'EAO reste néanmoins fragile avec ces déficits cumulés :

- L'EAO ne dispose notamment que d'un faible niveau de trésorerie : environ 1,3 mois de fonctionnement, ce qui ne permet pas parfois de faire face aux décalages entre les charges et le versement des subventions et dotations.
- Les fonds propres peuvent sembler important (2500 k€), mais ils sont très largement immobilisés. Ces immobilisations (locaux) sont mises à disposition de nos activités « entreprise sociale », lesquelles sont réalisées pour le compte de nos financeurs. Ces fonds propres proviennent largement de dons et legs ainsi que de la contribution gratuite des bénévoles, il faut faire en sorte que ces ressources se consolident et se pérennisent.

Il faut donc réfléchir aux économies possibles pour faire face dès à présent à des baisses de ressources.

Commission prison/justice

Pendant l'année 2016 la commission prison justice a travaillé sur 3 points :

- La préparation des Journées Nationales Prison,
- La poursuite du projet d'aide aux détenus sortant de prison et /ou en semi-liberté,
- Le projet d'action de prévention auprès des jeunes en milieu scolaire (collèges et lycées).

Les Journées Nationales Prison (J.N.P)

Le thème était : « prison, vivre enfermés ».

Nous avons préparé cette journée avec l'Association Nationale des Visiteurs de Prison (ANVP), le GENEPI et la Cimade.

Philippe Leconte, bénévole de l'association a réalisé, avec les chantiers d'insertion, une cellule de prison.

Nous avons enregistré des bruits qui sont entendus dans les prisons et demandé dans le cadre d'un atelier d'écriture des témoignages à des personnes détenues sur le thème.

Nous avons également affiché le déroulement d'une journée en prison et des photos de cellules. Le mercredi 23 novembre, nous avons installé la cellule et les témoignages sur le Boulevard Heurteloup. Nous interpellions les passants et leur propositions de rentrer dans la cellule et de donner leur ressenti.

Beaucoup d'échanges oralement mais peu de personnes ont écrit sur un cahier mis à disposition. Les prochaines J.N.P (novembre 2017) auront pour thème : « les oubliés ».

Projet d'aide aux sortants de prison et/ou aux détenus en semi-liberté

Nous avons poursuivi la réflexion sur le projet, une demande de subvention a été faite à la fondation de France.

Le projet a débuté début février 2017, une assistante sociale travaille en lien avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation puis rencontre les personnes détenues qui sont proches de la sortie en maison d'arrêt, puis dès leur sortie ou s'ils bénéficient d'une semi-liberté au Pôle social et Médical.

Reste à trouver des subventions pour poursuivre ce projet en 2018.

Une réflexion sur le rôle du guide social bénévole est également à poursuivre.

Projet d'action de prévention auprès des jeunes en milieu scolaire (collèges et lycées)

En début d'année scolaire nous avons écrit à tous les collèges et lycées de l'agglomération tourangelle.

Nous avons fait une intervention au lycée Paul Louis Courier.

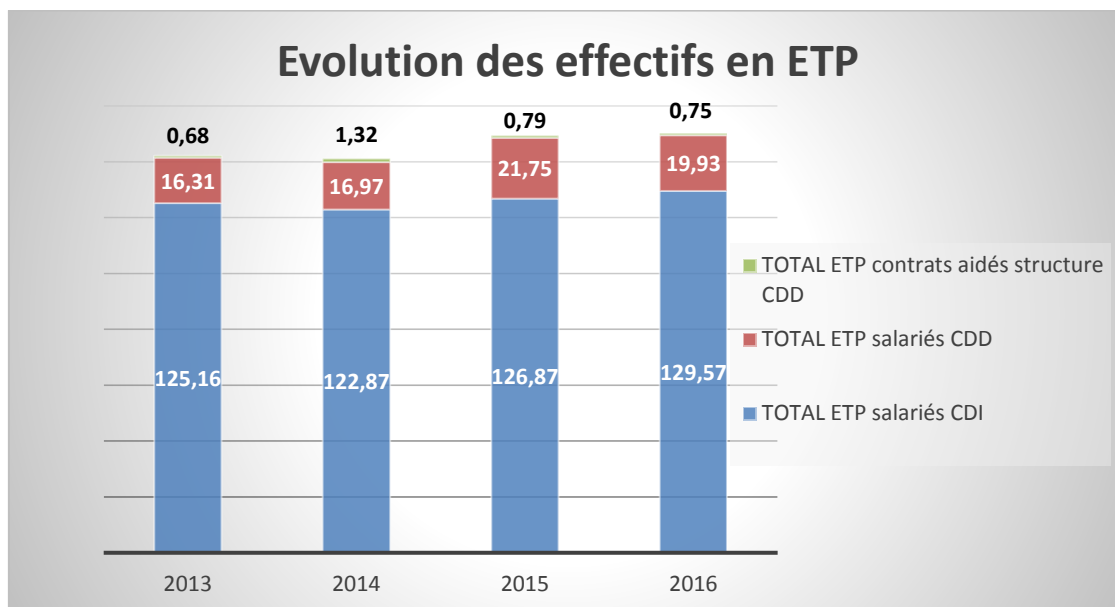
D'autres interventions sont prévues pour 2017.

A poursuivre...

LES RESSOURCES HUMAINES

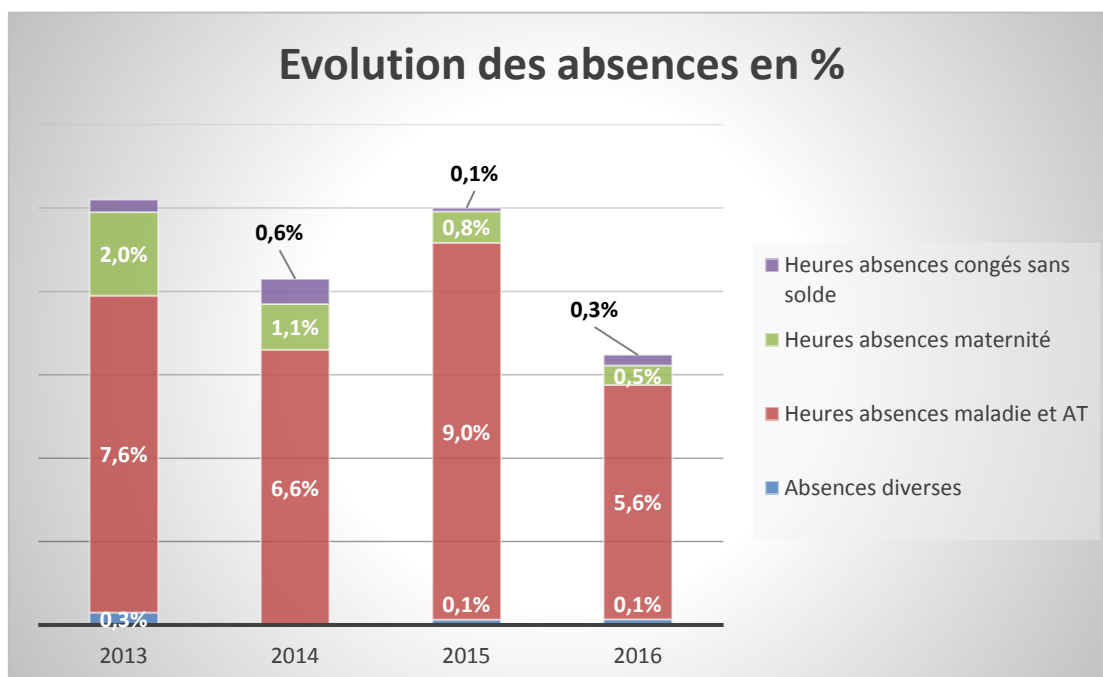
Les salariés

Les évolutions de l'effectif



L'augmentation des effectifs (+2.7 ETP) s'explique principalement par l'activité nouvelle AVDL, par le renforcement de l'équipe maintenance et par le lancement du dispositif « familles solidaires » en fin d'année. Le recours aux CDD concerne largement les remplacements maladie/maternité ainsi que quelques contrats d'usage liés à l'activité Formation.

Les absences



Nous enregistrons cette année une baisse spectaculaire des absences pour arrêt maladie et accident de travail. Cette baisse s'explique principalement par une baisse de 20% du nombre de jours d'arrêt pour accident de travail ainsi qu'un recul des arrêts de travail longs.

Les bénévoles

	2014		2015		2016		
Services	Nbre	ETP	Nbre	ETP	Nbre	ETP	Activité
Cabinet médical	8	0.8	9	0.4	10	0.4	Médicale, pharmacie, admin
Maraude	9	0.7	12	0.7	39	0.75	accueil
Formation	49	5	67	3.79	73	4.46	Illettrisme, FLE, Maison Digitale
Illettrisme CHINON	5	0.25	5	0.25	4	0.15	Formateur illettrisme
IAE CHINON			2	0.05	1	0.05	Gestion de stock et formation
Hébergement CHINON			1		5	0.1	maintenance
Embarcadère	20	1	20	1	22	1	Accueil, animation
CHERPA	3	0.7	5	0.9	3	0.6	Accueil
Chambrière	0	0	1	0.03	0	0	Accueil
Camus	3	0.4	6	0.4	4	0.3	Accueil, animation enfant
Dolbeau	1	0.29	6	0.4	9	0.2	Animation enfant, garderie
SIPAE	0	0	1	0.1	4	0.3	Gestion, organisation
SAPJ	23	1.25	21	1.2	31	1.2	Accueil
Association	23	3	23	3	22	3	CA, bureaux, commissions
TOTAL	144	13.39	179	12.62	237	12.51	

Nous avons affiné les données sur le bénévolat en prenant en compte l'ensemble des personnes qui sont intervenues sur l'année ce qui explique une hausse importante en nombre de personnes. Cependant l'équivalent ETP demeure stable (le chiffre 2015 qui avait été légèrement surévalué a été corrigé).

Les services généraux

L'effectif de ce service s'est légèrement accru de 10.3 ETP à 10.4 ETP (2 ETP Direction, 5.6 ETP comptabilité /paie, 1.8 secrétariat, 1 ETP informaticien).

Le principal fait marquant est l'arrivée d'un mécénat de compétence Orange (0.6 ETP) en la personne de Jackie ROGEON sur une mission de recherche de fonds privés.

Un effort important est réalisé sur le secteur communication avec la modernisation de notre site internet qui est en cours et le développement de différents supports de communication.

Le travail de gestion des ressources humaines se poursuit, en veillant à ce que la structuration et les outils mis en place se maintiennent (entretiens réguliers avec les salariés, parcours du nouveau salarié du recrutement à la fin de période d'essai, mise à jour des fiches de postes ...). De nouveaux éléments structurants ont également été initiés, tels que l'accord « Contrat de

Génération » qui doit permettre de veiller à une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Cette année encore, une grande importance a été donnée à la communication interne transversale, ascendante et descendante. Des « tables rondes » ont ainsi été mises en place, qui consistent à réunir trimestriellement des salariés des différents services pour des échanges à bâtons rompus et une meilleure connaissance mutuelle des collègues mais également des différents sites de l'Association.

La formation professionnelle continue constitue toujours un axe important des ressources humaines. Les souhaits en matière de formation sont recueillis directement auprès des équipes afin d'élaborer un plan de formation cohérent qui corresponde aux besoins des professionnels pour remplir au mieux leurs missions et développer leurs compétences.

LES SERVICES

Le rapport que nous vous présentons tente d'extraire l'essentiel de notre activité en quelques pages. La présentation par pôle vise à donner une certaine cohérence à la diversité des actions menées qui se veulent toutes complémentaires. En synthétisant pour être compris et lu par le plus grand nombre nous perdons en précision. Sachez que des rapports plus détaillés existent pour ceux qui sont intéressés par telle ou telle partie de notre activité. Cette introduction quant à elle met en exergue les évolutions significatives de l'année 2016.

L'ambition de la qualité

Après avoir beaucoup réorganisé ses services sur les dernières années, L'EAO/CAD concentre ses efforts sur la recherche de la qualité. Que ce soit à travers l'enquête satisfaction menée auprès des personnes accueillies, que ce soit dans les projets nouveaux que nous développons ou que nous proposons, que ce soit dans le cadre de groupes de réflexion sur les axes de progrès du projet d'établissement, cette dimension mobilise l'ensemble des équipes salariées.

Il nous faut pour cela réinterroger nos pratiques, être en permanence à l'écoute et imaginer de nouvelles façon de faire.

Cette ambition peut se heurter à nos propres conservatismes, à l'inertie de toute institution mais elle s'inscrit également dans un environnement instable sur le plan des ressources.

La question du « faire mieux » sans moyens supplémentaires ou avec des crédits en baisse se pose. Cela peut parfois être perçu comme un paradoxe pour les équipes salariées.

Il existe bien évidemment des limites à l'exercice mais nous devons relever le défi en matière d'économies de charges et en matière d'organisation du travail.

Nous nous mobilisons également pour la recherche de ressources nouvelles en direction des fondations, du bénévolat et la mobilisation du secteur privé. La création d'un poste en bénévolat de compétence entièrement dédié à cette recherche traduit cette mobilisation.

Un focus particulier sera fait sur cette question lors de l'assemblée générale.

Des locaux réhabilités pour un meilleur accueil

Nous vous avons annoncé l'achat d'un bâtiment à Chinon pour regrouper nos services et les rendre plus accessibles.

Les travaux sont largement engagés et nous espérons y emménager pour l'été 2017.

Sur le CHERPA, un dossier de réhabilitation des locaux, lancé depuis trois, se concrétise. Grâce à des crédits dits « d'humanisation » nous changeons l'ensemble des menuiseries extérieures et la chaudière, nous procédons à la réfection de la toiture du restaurant ainsi qu'à la peinture des lieux d'accueil et de restauration.

La Chambre et la résidence A CAMUS ont également pu rafraîchir les locaux d'accueil grâce à du mécénat d'entreprise et la mobilisation des résidents et des équipes.

De nouveaux projets pour renforcer nos accompagnements

Depuis avril 2016, nous avons recruté un travailleur social qui assure l'Accompagnement vers et dans le Logement (AVDL) des personnes sans domicile dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec la FICOSIL et financé par la DDCS.

En octobre 2016, nous avons été retenu dans le cadre d'un appel à projet national pour une action que nous avons dénommée « familles solidaires » qui consiste à accueillir, dans des familles d'accueil bénévoles, des réfugiés dans le cadre de leur parcours d'insertion. Ce projet à l'ambition d'héberger 50 réfugiés.

En Novembre 2016, nous avons, à la demande de la DDCS, complété notre dispositif d'hébergement d'urgence en appartement de 8 logements supplémentaires pour porter la capacité d'accueil totale à 108 personnes.

Fin 2016, soutenus par le SPIP et les services de l'Etat, nous avons obtenu une subvention de la fondation de France pour accompagner les détenus à la sortie de leur incarcération, dans leurs démarche d'insertion.

Suite à la fermeture de l'association Albert Thomas, nous avons repris la gestion de 6 logements que nous allons porter à 9 pour l'hébergement de 36 personnes demandeuses d'asile.

Enfin, nous avons proposé un ambitieux projet de restructuration de nos services d'urgence qui intégrait la reprise des places d'hébergement collectif de l'Association Albert THOMAS et visait à l'amélioration substantielle de la qualité de l'hébergement ; ce projet n'a pas été retenu par les services de l'Etat.

Mais toujours plus d'instabilité

La situation financière 2016 se révèle fortement déficitaire. Après deux années excédentaires, la précarité de nos ressources refait donc surface. Nous recherchons des financements pluri annuels ; ces engagements de nos partenaires sont extrêmement difficiles à obtenir même si nous espérons qu'un Contrat Pluri annuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) puisse être signé avec l'Etat en 2017.

Les finances tendues du Conseil Départemental se répercutent sur nos financements même si ce dernier tente d'en atténuer les effets. Après nous avoir informé de son désengagement sur les actions illettrisme ; Le CD a finalement accepté de prolonger partiellement son financement face aux réticences du Conseil Régional à prendre le relais.

Par nature certains de nos financements à l'acte comme les crédits d'Aide Sociale à l'Enfance du Conseil Départemental (hébergement d'enfants de moins de trois ans) sont susceptibles de fortes variations ; l'année 2016 se situant très clairement dans le creux de la vague.

Nous suivons cette chute de financement avec beaucoup d'attention ; le début 2017 demeurant à niveau faible, nous avons mis en œuvre quelques mesures d'économies.

Maintenir le chiffre d'affaires de nos chantiers soumis à la concurrence est un objectif relevant chaque année du challenge. L'année 2016 voit une stabilisation de notre chiffre de productions vendues alors que nous attendions une croissance significative. Si l'on ajoute à cela quelques postes de charges mal maîtrisés, nous enregistrons un déficit sur ce secteur.

Et pour finir certaines actions, sous financées depuis plusieurs années comme le cabinet médical ou le service logement temporaire, viennent fragiliser cet édifice instable.

Pour le service logement temporaire des démarches sont engagées auprès de nos partenaires pour trouver des financements d'équilibre. Nous envisageons si ces démarches n'aboutissent pas de réduire ou d'arrêter cette activité.

Et toujours autant de précarité

Les quelques indicateurs dont nous disposons en terme de précarité sont tous au rouge : nombre de refus quotidiens au 115, liste d'attente pour entrer en CHRS, nombre de personnes inscrite en élection de domicile. Pourtant, comme chaque année depuis 5 ans, l'Etat finance des places d'hébergement supplémentaires que ce soit sur le secteur de l'urgence ou celui de la demande d'asile.

Cependant ces efforts indéniables ne sont pas à la hauteur de la progression de la demande sociale notamment du fait de la question migratoire à laquelle aucune réponse de fond n'est apportée.

Notre association dans ce contexte tente à sa mesure de proposer des réponses complémentaires et originales comme familles « solidaires » sans que nous parvenions à satisfaire, même localement, les besoins les plus criants.

Éric LE PAGE

Directeur Général

Le secteur accueil orientation

Le SAO

L'effectif salarié a été légèrement réduit durant l'année 2016 avec 6.2 ETP (0.7 de direction, 3.5 de travailleurs sociaux, 2 agents d'accueil). 0.5 ETP de secrétariat n'ont pas été remplacés suite à un congé maladie.

Depuis le début de l'année 2016, l'accueil des personnes a été modifié. Un agent d'accueil reçoit sans délai toute personne qui se présente pour la première fois au Pôle Social et Médical. Un état des lieux de la situation est sommairement effectué, ainsi qu'une domiciliation administrative si nécessaire. Un rendez-vous est donné si la situation nécessite un entretien avec un travailleur social. Cette modification de fonctionnement a fait chuter le délai d'attente de 6 semaines à 3 semaines.

L'activité

	2014	2015	2016	Evolution en %
Passages (personnes)	9 582	11 048	15 732	+42
Nombre de nouveaux dossiers (ménages)	1 012	806	1 093	+35
Entretiens sociaux	2 448	2 476	2 911	+17
Nombre d'actes	5 365	4 518	4 735	+4.8
Appels téléphoniques	6 632	6 181	7 320	+18
Election de domicile	148	243	515	+211

Sur l'ensemble des indicateurs nous enregistrons une forte hausse de l'activité, mais c'est l'élection de domicile que la progression est la plus spectaculaire. Cette forte augmentation est due à la modification de notre fonctionnement dans le cadre d'une demande de domiciliation qui a supprimé les délais d'attente pour l'inscription ; cela a pour conséquence une forte hausse du nombre de passages.

Les actes effectués à l'accueil du service se décomposent comme suit :

Nature des prestations	2014	2015	2016
Retrait courrier	3 246	4664	8542
Orientation cab médical EAO	196	273	231
Orientation entretien social EAO	2 448	1354	1841
Orientation externe	322	434	681
Orientation PAS	8	5	9
Renseignements administratifs	1 651	1430	1897
Prise de rendez-vous	1 131	1164	2911
Casse-croute	32	0	0
Petit déjeuner	9	12	11
Restauration sociale EAO	1	5	14
Produits bébés	80	77	85
Trousse d'hygiène	59	33	62
Tickets services	16	3	32
Total	9 199	9 454	16 316

En corrélation avec le nombre d'élection de domicile le nombre de retrait de courrier augmente très sensiblement.

Les personnes

Le public reçu durant l'année se décompose comme suit :

- La proportion d'hommes est stable : 63 % en 2016 contre 67 % en 2015,
- Pour moitié, les personnes sont d'origine étrangère.

La proportion de nouveaux dossiers est quasiment à la hauteur de l'année précédente : 44.25 % des personnes accueillies sont des personnes nouvelles (42 % en 2015).

L'accompagnement social

2911 entretiens sociaux ont été effectués durant l'année 2016. Ces entretiens réalisés par les travailleurs sociaux ont donné lieu à des actes qui se décomposent comme suit :

	2014		2015		2016	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hébergement	624	21.02	993	22	920	19.4
Logement	413	14.03	512	11.3	749	15.8
Acc socio professionnel	196	6.66	234	5.2	315	6.7
Santé	110	3.74	149	3.3	102	2
Famille/enfance	205	6.96	114	2.5	105	2
Budget	391	13.28	1097	24.3	779	16.4
Accès aux droits	543	18.44	645	14.3	592	12.5
général	462	15.69	770	17.1	1173	25
Total	2 944	100	4514	100	4736	100

Parmi les démarches de logement, l'équipe sociale a effectué :

- 82 demandes de logement HLM,
- 14 demandes de logement privé,
- 111 demandes de droit de réservation de l'Etat (HLM),
- 11 demandes de sous location,
- 9 demande d'intermédiation locative,
- 291 demandes d'hébergement,
- 62 demandes FSL,
- 4 Dossiers DALO.

Perspectives 2017

Pour l'année 2017, nous allons poursuivre le fonctionnement mis en place durant l'année 2016, en effectuant des points d'étapes réguliers qui nous permettront, si besoin est, de modifier notre fonctionnement.

D'autre part, nous allons préparer notre déménagement de locaux qui devrait intervenir en fin d'année.

Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)

Ce dispositif répertorie l'ensemble des places d'hébergement disponibles et oriente l'ensemble des demandes d'hébergement du département pour les places d'urgence via le 115 et pour les places d'insertion via la Commission Unique d'Orientation.

Le 115

L'équipe du 115 est composée de 3.6 ETP : 0.4 ETP de cadre, 0.2 ETP de secrétariat et 3 ETP d'écouteurs.

L'Activité

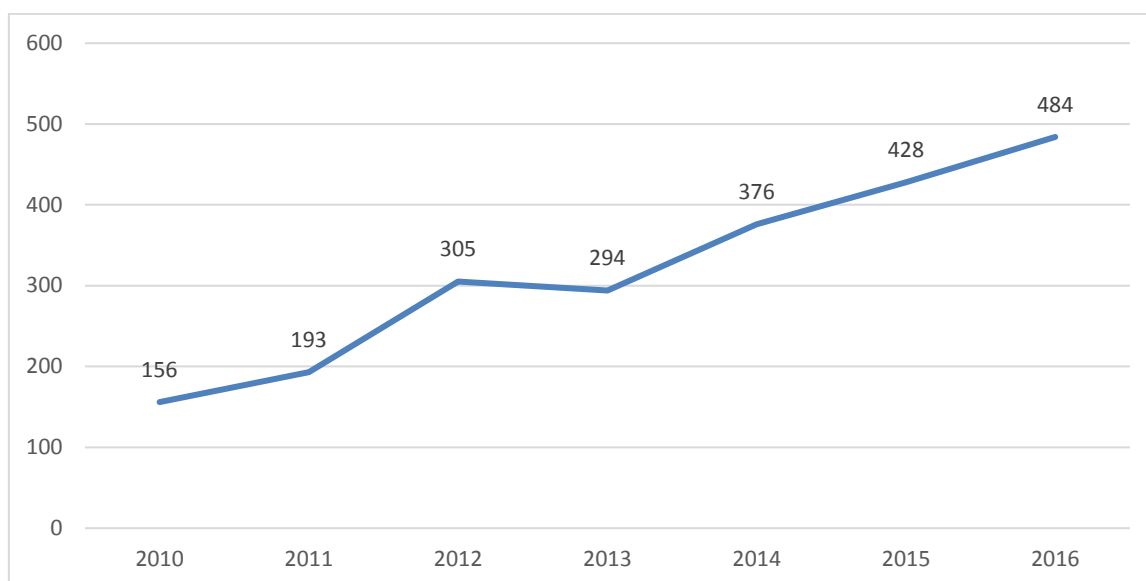
	2014	2015	2016	Evol en %
Nbre d'appels	36 876	34 020	36 982	+8.7
Nbre de demandes d'hébergement	27 586	29 170	31 024	+6.37
Nbre de ménages	1 760	1 619	1 898	+8.08
Nbre de personnes distinctes	2 467	2 366	2 684	+5.17

Réponse du 115 en 2016

Réponse	Nombre 2015	2015 (%)	Nombre 2016	2016 (%)
Hébergement	11 482	39.36	9 679	31
Pas de places disponibles	15 433	52.9	21 345	69

Nous constatons un accroissement sensible du nombre de refus «115 », faute de places disponibles.

Evolution du nombre de places d'urgence sur le département d'Indre et Loire



L'augmentation du nombre de places d'hébergement d'urgence s'est poursuivie sur 2016 ; ce qui ne permet toujours pas d'avoir un taux de réponse satisfaisant.

Evolution du nombre de nuitées

	2014	2015	2016	Evolution 2015 / 2016 (%)
Nombre de nuitées	108 990	135 231	152 704	12.9
Nbre de nuitées demandeurs d'asile		53 719	56 329	4.8
TOTAL		188 950	209 033	10.6

La Commission Unique d'Orientation

	2014	2015	2016	Evol 2015/2016(%)
Nombre de demandes d'hébergement (en ménages)	957	816	817	NS
Personnes entrées	451	176	253	43

Les « Maisons de la Solidarité » effectuent 29 % des demandes en CUO suivi par le SAO qui réalise 27 % des demandes.

	Annulée	En attente	Entrée
CHRS	182	89	77
CHRS éclaté	46	46	47
Logement temporaire	15	12	99
Maison relais	10	7	11
Sous location	4	5	7
Résidence sociale	0	0	6
Logement adapté	2	2	6
Total	259	161	253

Les annulations sont principalement consécutives à une durée d'attente trop longue. Les durées d'attente sont variables en fonction de la composition familiale et du dispositif vers lequel les personnes ont été orientées. Cependant, nous pouvons noter que les grands « perdants » sont toujours les hommes seuls, et ce quel que soit le dispositif sollicité.

Perspectives 2017

L'utilisation d'un nouveau logiciel qui va permettre aux services sociaux de faire les demandes en ligne doit alléger la charge administrative du SIAO et ainsi libérer du temps pour renforcer notre mission d'observatoire social.

Ce nouveau logiciel national doit aussi permettre une meilleure appréciation de la demande sociale au plan régional et nous espérons une affectation des moyens au regard des besoins constatés.

La maraude

L'équipe est composée de deux salariés à temps plein épaulés par une équipe de 12 bénévoles (39 personnes sur l'ensemble de l'année) dont les interventions représentent environ 0.7 ETP. Cette équipe intervient les lundi, mercredi et vendredi de 18 heures à 23 heures 30 et en journée les mardi et jeudi.

Notre périmètre d'intervention se situe principalement sur le centre-ville, il intègre un passage régulier à la gare et des interventions ciblées sur signalement du 115.

Les rencontres

	2014	2015	2016	Evol 2015/2016(%)
Nombre de rencontres	6973	6282	8772	+ 39

Public accueilli

	2014		2015		2016	
Age	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 18 ans	56	8	47	6.9	56	7.9
18/24 ans	72	10	79	11.6	72	10.4
25/29 ans	47	6	53	7.8	61	8.8
30/39 ans	108	15	99	14.4	123	17.5
40/49 ans	97	13	103	15.2	86	12.3
50/59 ans	49	7	38	5.6	51	7.4
60 ans et +	20	3	17	2.5	22	3.2
Non précisé	281	38	233	34.3	223	32.5
Total	730	100	679	100	712	100

Les actes

	2014		2015		2016	
Catégorie	Nombre d'actes	%	Nombre d'actes	%	Nombre d'actes	%
Hébergement	115	5	198	10.8	207	10.3
Logement	65	3	31	1.7	17	0.9
Socioprofessionnel	24	1	42	2.3	38	2
Santé	162	7	58	3.2	63	3.5
Enfance	22	1	25	1.4	14	1.3
Budget	344	15	348	19	271	14.4
Accès aux droits	21	1	62	3.4	76	4.3
Général	64	3	157	8.6	123	6.6
Animation	325	14	80	4.4	67	3.7
Lien social	1 165	50	832	45.4	987	53
TOTAL	2 307	100	1833	100	1863	100

Au-delà de l'accompagnement des personnes, lors de l'année 2016, nous avons servi 8158 collations constituées de soupes, café, lait chaud, chocolat chaud, boissons, sandwiches, biscuit, fruit. Cela représente 4576 kg de nourritures en provenance de la banque alimentaire et plus de 2 tonnes des restos du cœur.

Perspectives 2017

Grâce au financement du député J-P GILLES, sur sa réserve parlementaire, et du fond associatif de l'EAO, nous allons renouveler le véhicule maraude pour le remplacer par un véhicule plus convivial de type food truck.

L'Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL)

Il s'agit d'une activité auparavant assurée par l'association Emergence que l'EAO a repris en cours d'année, elle comporte plusieurs missions :

- Evaluation des dossiers orientés par la CUO,
- Mise en place de diagnostic au sein de la maison d'arrêt,

- Orientation et accompagnement des personnes éligibles à l'Inter Médiation Locative (relogement dans le parc privé par l'intermédiaire de la FICOSIL),
- Accompagnement individuel.

Notre accompagnement porte sur :

- L'aide à la recherche de logement,
- L'aide aux premiers pas dans le logement,
- L'aide au maintien dans le logement et traitement des difficultés locatives,
- La vie sociale dans et hors du logement.

A partir du mois d'avril nous avons accompagné 27 personnes.

Type d'hébergement des personnes accompagnées :

Type d'hébergement	Nombre
CHERPA urgence	3
Hébergé chez un tiers	2
Hébergement d'urgence	5
Hébergement d'urgence + rue	1
Hôpital	3
logement insalubre/rue	1
Maison d'Arrêt	3
Sans Hébergement	9
Total général	27

On peut noter que l'AVDL accompagne les personnes les plus éloignées du logement et cherche à faire accéder directement ces personnes au logement durable grâce à un accompagnement adapté.

Le service d'accompagnement prison-justice

« La Petite Maison » assure l'accueil, l'écoute et l'information des proches des personnes incarcérées. Cet accueil est possible grâce à une équipe de bénévoles accueillants, présente chaque après-midi de la semaine sauf le jeudi. Une Assistante Sociale est mise à disposition sur la base de 0.20 ETP.

La « Petite Maison » outil indispensable au maintien du lien familial, constitue un sas entre l'extérieur et l'intérieur.

Pour l'année 2016, La « petite Maison » a accueilli 6674 adultes et 1627 enfants soit 8307 personnes.

Chaque année, la période de fêtes de fin d'année est célébrée à la petite maison, permettant aux familles de détenus de bénéficier d'un temps festif.

L'administration pénitentiaire a demandé l'autorisation de poser la borne de réservation de parloir dans l'enceinte de la petite maison. L'association a donné son accord. Cette borne permettra l'accueil de personnes n'ayant pas encore franchi le seuil de la maison et de créer de nouveaux liens avec les familles de détenus.

Le SAPJ a également participé aux JNP (Journée Nationale Prison) Pour créer une animation réaliste, un bénévole a conçu, avec l'aide des salariés en insertion du SIPAE, une cellule qui a été reconstitué selon les dimensions en vigueur. Cette cellule a été placée sur le mail du boulevard Heurteloup à Tours Centre.

Perspectives 2017

Un projet, porté par l'EAO-CAD, le SPIP et la DDCS a été retenu par la fondation de France. Ce projet a pour ambition de préparer la sortie des détenus les plus éloignés de la réinsertion sociale. Le recrutement d'un travailleur social dès le début 2017 est programmé.

Le secteur santé

Le cabinet médical

L'équipe salariée du cabinet médical est composée de 2 infirmiers (1 ETP), 0.5 ETP de médecin et de 0.75 ETP de secrétaire.

Cette équipe est complétée par une équipe bénévole :

- un médecin psychiatre,
- deux médecins généralistes,
- un médecin dermatologue,
- une podologue,
- une diététicienne,
- 2 bénévoles pour la gestion des dossiers et de la pharmacie,
- une infirmière.

L'activité

	2015		2016		Evol en %	
	File active	consults	File active	Consults	File active	consults
Médecine générale	433	881	553	1728	27.71	96.14
psychiatrie	83	136	40	67	-51.83	-50.73
Actes infirmiers	221	1 294	317	1094	+43.43	-15.45
vaccins		205		174		-15.12

La forte baisse du nombre de consultations en psychiatrie s'explique par le fait que ce sont les médecins généralistes qui orientent, en fonction de leur diagnostic, vers la consultation psychiatrique. Cela évite l'embolisation des consultations avec le docteur Auger, médecin psychiatre.

Perspectives 2017

Nous tentons de maintenir une consultation chaque matin, comme c'était le cas à la fin de l'année 2016. D'autre part, les vaccinations suite à un accord avec l'hôpital devrait progresser en 2017. Le déménagement programmé du service doit apporter une très nette amélioration des conditions d'accueil du public.

L'Accès, médiation et coordination des soins (amecs)

Cette action est menée par les infirmiers (1 ETP). Elle consiste à aller au-devant des personnes, sur les maraudes, les lieux d'accueil et d'hébergement d'urgence pour des actions de prévention, de dépistage et d'accompagnement dans des démarches de soins.

317 personnes sont suivies dont 21 mineurs et 26 personnes de + 65 ans. Cette activité est en forte hausse seulement 221 personnes avaient été suivies en 2015.

Actions menées	Nombre 2015	Nombre 2016	Commentaires
Entretiens, actes	1294	1094	Bilan sanguin, pansement, délivrance de traitement, écoute et soutien psychologique...
Démarches	321	228	Prise de rdv, accès aux soins, CMU/ACS/AME, relais médecin traitant, professionnel de santé...
Groupes, synthèses	23	11	Situation individuelle, groupe thématique spécifique, pique-nique...
Accompagnement	76	116	Hôpital, CPAM, Médecin PSM, médecin spécialiste, CIDDIST, CLAT, Secours Catholique, ludothèque
Réunion	23	28	Réunion de service, réunion EMPPE, Réunion service d'urgence
Ateliers, actions	36	34	Ateliers « petit pieds » autour de la périnatalité, campagne de dépistage de la grippe. L'atelier autour du jeu. Séances individuelles d'hypnose médicale pour des indications telles que l'anxiété, les douleurs, etc. Séances de relaxation, individuelles ou en petits groupes, avec exercices de respiration, afin de réduire le stress, les tensions, la fatigue physique et mentale.
TOTAL	1773	1511	

Nombre de Permanences et lieux :

Lieu des permanences	Nombre 2015	Nombre 2016
Halte du matin	42	38
Maraude	34	27
Café associatif « La Barque »	7	5
Accueil famille	23	23
CHU « La Nuitée »	21	21
Hôtel	19	19
Inter'maide	7	10
CHU « Le Cherpa »	8	19
Local Belle Fille		1
Accueil Albert Thomas		6
Foyer Paul Bert		1
TOTAL	161	170

Nous avons développé de façon très sensible les permanences sur les lieux d'hébergement d'urgence.

Les Lits Halte Soins Santé (LHSS)

Ce service dispose d'une équipe de 5.95 ETP (0.3 directeur, 0.5 Médecin, 0.5 infirmier, 0.8 aide-soignant, 1 maîtresse de maison, 1 travailleur social, 1.25 veilleur de nuit, 0.5 secrétaire). Il offre dix places d'hébergement sur le site de la Chambre.

Les demandes

Motif de refus	2014	2015	2016
Pas de place	17	4	16
Refus de la personne	4	1	3
Pas justifié médicalement	5	1	4
Demande annulée	6	5	7
Pas justifié socialement	1	1	1
Pas de place accompagnant	0	3	0
Pathologie chronique lourde	7	1	4
Pas venu	0	0	0
Mineur	1	0	0
Prise en charge trop longue	2	1	0
Problème de comportement	1	2	0
Structure non adaptée (handicap, pathologie lourde)	0	5	4
TOTAL	44	24	39

A signaler que le nombre de refus par manque de place a tendance à progresser. En 2013, il n'y avait eu que 7 refus.

La structure n'a pas été en capacité d'accueillir 4 patients dont les pathologies nécessitaient une prise en charge plus adaptée et que les LHSS ne pouvaient proposer. Une structure de type LAM permettrait de répondre à une partie des demandes que nous avons dû refuser.

Les résidents

	2014	2015	2016	Evolution en %
Nombre de nuitées	3603	3460	3308	-4.39
Nombre de personnes	34	49	38	-22.5
Durée moyenne de séjour (en jours)	106	70.6	87	+23.2
Taux d'occupation (%)	98.7	94.8	90.4	-4.8

La baisse du taux d'occupation est due à la réfection de 4 appartements ainsi que des séjours fractionnés avec hospitalisation multiples.

Motif médical d'admission des personnes	2015	2016
ORL	1	1
Orthopédie/Rhumatologie	6	8
Ophtalmologie	0	0
Dermatologie	5	1
Médecine infectieuse	8	5
Gynécologie/Obstétrique	2	2
Neurologie	2	1
Endocrinologie	2	4
Gastrologie	5	3
Psychiatrie	0	1
Chirurgie	0	2
Hématologie	2	0
Cancérologie	7	3
Néphrologie	2	0
Cardiologie vasculaire	3	4
Total	45	35

Ce service génère de nombreux actes médicaux en interne :

- 82 injections (26 en 2015),
- 102 prélèvements (62 en 2015),
- 214 pansements,
- 116 passages à la pharmacie,
- 99 piluliers (191 en 2015).

Mais aussi de nombreux actes en externe :

- 115 consultations spécialisées,
- 19 passages aux urgences,
- 37 actes d'imagerie médicale,
- 452 actes infirmiers extérieurs (219 en 2015).

Le nombre d'interventions par des infirmiers extérieurs s'explique par la prise en charge en LHSS de personnes ayant besoin de plusieurs passages par jour car n'étant pas autonomes dans la prise de leur traitement (ex : diabète).

Le service permet également le rétablissement de la couverture sociale (5 demandes de CMU et 1 demande d'aide médicale d'Etat, 1 complémentaire santé). A noter que seulement 4 personnes possédaient une carte Vitale.

Il convient également de souligner le recours à de nombreux transports médicalisés (152) complétés par des accompagnements réalisés par nous-même (27) du fait de la faible autonomie des personnes.

Les sorties

	2014		2015		2016	
Destination à la sortie	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Retour Famille/amis	2	8	0	0	1	3.8
Logt Parc Public	0	0	2	8	0	
Pension Famille	1	4	0	0	0	
CHRS	2	8	3	14	5	19.2
Autre dont 115	5	20	4	19	12	46.2
CADA	0	0	1	5	1	3.8
CORDIA					1	3.8
Décès	1	4	0	0	1	3.8
Hospitalisation	8	32	6	24	2	7.5
Centre maternel	1	4	0	0	0	
Maternité	0	0	1	5	0	
Retour volontaire au pays					1	3.8
Inconnu	5	20	4	19	2	7.5
TOTAL	25	100	21	100	26	100

Comparativement aux années 2014 et 2015, l'augmentation des orientations sur le 115 à la sortie des LHSS est notable. Cela correspond principalement à des ressortissants étrangers déboutés de leur demande d'asile pour qui aucune autre solution n'est envisageable.

Perspectives 2017

Information auprès des partenaires

Nous allons renouveler la journée de « Rencontre et présentation des LHSS » une au printemps et une à l'automne 2017 afin de répondre aux nombreuses demandes.

Archivage

Une réorganisation de l'archivage réparti sur plusieurs endroits dans la structure va permettre de réunir les archives dans un même endroit et d'y avoir accès plus rapidement en cas de réadmission d'un patient déjà connu. Ces dossiers médicaux doivent être gardés 30 ans et il est nécessaire d'anticiper cet archivage.

Travaux

Nous allons poursuivre les travaux de réfection des chambres et terminer l'embellissement de l'accueil. L'agrandissement de la terrasse et de l'appentis sont également prévus.

L'ATHOBA

Ce service a pour objectif la prise en charge thérapeutique des hommes auteurs de violences conjugales afin de les responsabiliser face à leur comportement, de leur faire prendre conscience des faits qu'ils ont commis et d'éviter la récidive.

L'équipe salariée est constituée d'un directeur à 0,10 ETP, d'une thérapeute (0.50 ETP), d'une thérapeute intervenante par convention (0.20 ETP) et d'une secrétaire (0.50 ETP).

La prise en charge

	2014		2015		2016	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Prise en charge	58	100	62	100	46	100
Justice	46	79.3	44	71	12	26
volontaire	12	20.7	18	29	34	74
Séances de soin	505		495		478	
en groupe	298	54.9	294	59.4	298	63
en individuel	193	38.2	192	38.8	168	15
Tripartite	14	2.8	9	1.8	12	2

Nous constatons une inversion dans la proportion démarche volontaire/injonction judiciaire. Cette évolution doit être analysée dans le cadre du comité de pilotage car il ne faudrait pas qu'elle traduise un désengagement de l'autorité judiciaire.

La fin de prise en charge

Motif de fin de prise en charge	2014		2015		2016	
	Nbre	%	nbre	%	nbre	%
Fin de mesure	5	28	4	23.5	4	25
Exclusion	2	11	1	5.9	1	6.25
Arrêt volontaire de la personne	2	11	4	23.5	5	31.25
Fin de mesure justice	9	50	5	29.4		
Déménagement			3	17.6		
Autre					6	37.5
TOTAL	18	100	17	100	16	100

Les stages de sensibilisation aux conséquences de la violence conjugale

Depuis 2015, Athoba propose des stages de sensibilisation aux conséquences de la violence conjugale. Les participants sont orientés par le parquet.

Durant l'année 2016, 5 stages ont été mis en place et 30 personnes ont été orientées vers ces stages.

Orientation :

Prescripteur	Nombre
ACJET	2
Délégué du Procureur	20
Parquet	1
SPIP	3
Tribunal	4
Total	30

Sur les 30 personnes orientées, 24 ont honoré les rendez-vous.

Le secteur hébergement

Les effectifs

	Directeur	Directeurs adjoints	Secrétaire	Equipe sociale	Veilleurs de nuit	TOTAL
Camus	1	1	1	8	2	12
Cherpa		1	1	9	2	13
Chambrière (CHRS)		0.6	0.5	5	2	8.1
Slex		1	1	7		9
Dolbeau		1	0.7	3.3	2	7
Loches		0	0.8	1.5		2.3
Chinon		0.6	0.7	1.8		3.1
TOTAL	1	5.2	5.7	35.6	8	55.5

Avec un total de 55.5 ETP l'effectif est en augmentation d'un ETP en lien avec l'augmentation du dispositif d'hébergement d'urgence en appartement.

Les bénévoles

	2014		2015		2016		
	Personnes	ETP	Personnes	ETP	Personnes	ETP	
CHINON			1		5	0.1	maintenance
CHERPA	3	0.7	5	0.9	3	0.6	Accueil
Chambrière	0	0	1	0.03	0	0	Accueil
Camus	3	0.4	6	0.4	4	0.3	Accueil, animation enfant
Dolbeau	1	0.29	6	0.4	9	0.2	Animation enfant, garderie
TOTAL	7	1,39	19	1,73	20	1.2	

L'Hébergement d'urgence

Les places permanentes du dispositif

Services	Typologie des places	places 2014	places 2015	places 2016
SLEx	Urgence sous contrat	19	73	108*
Cherpa	Urgence sous contrat (8 nuits renouvelables)	6	6	6
	Urgence sous contrat (1 mois renouvelable)	6	6	6
Camus	Urgence femmes victimes de violences (6 appts)	10	15	15
Chinon	Urgence (1 appt)	3	3	3
Dolbeau	Urgence sous contrat	25	42	42
	Urgence demandeurs d'asile	11		
Hôtels	Hôtel tous publics	17	17	17
	Hôtel demandeurs d'asile	29	31	31
TOTAL Urgence		126	180	228

* fin 2016 la capacité d'accueil théorique est passée de 73 à 108 personnes. Ce dispositif est réservé aux familles en situation administrative précaire.

Au-delà de ce dispositif permanent, des modes d'hébergement ponctuels sont mis en œuvre au cours de l'année sous la forme de locations de chambres d'hôtel au coup par coup ou la mise à disposition d'un dortoir sur le site de la Chambrerie.

Le tableau ci-après totalise les nuitées réalisées pour l'ensemble des capacités d'hébergement d'urgence.

	2015		2016		Evolution 2015/2016(%)
	Nuitées	Taux(%)	Nuitées	Taux(%)	
Urgence tous publics	47 133	96	56 987	84,2	+20,9
Urgence demandeurs d'asile	9 039	80	8 551	75,4	
Total Urgence permanent	56172	93	65 538	83,3	+16,6
Urgence dispositifs ponctuels - Femmes victimes de violences conjugales Hôtel - Prise en charge ASE Hôtel - Plan Hivernal Hôtel - Chambrerie Plan Hivernal	5 690	Pas de taux *	3 261	Pas de taux *	-42,7
Total Urgence	61 862	/	68 799	/	+11,2

* pas de taux d'occupation car il n'y a pas un nombre de places prédéterminé

Les orientations sur les places d'urgence pour demandeurs d'asile sont aujourd'hui assurées par l'OFII. Constatant un taux d'occupation assez faible, en l'absence d'orientation par l'OFII, les

places vacantes sont mises à la disposition du 115 pour un hébergement des personnes de droit commun à la nuit.

L'augmentation du nombre de nuitées sur le dispositif tous publics s'explique par l'ouverture d'appartements d'urgence supplémentaires au SLEx.

	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016(%)
Nbre de places permanentes	106	122	126	180	215	+ 35,2
Durée de séjour	34	62	53	76	120	+ 57,9

La tendance à l'accroissement des durées de séjour se confirme. Elle fait en 2016 un bond important (+ 57,9%). Elle s'explique par la forte présence de ménages en situation administrative précaire dans les logements d'urgence que nous avons mis en place en 2015 et 2016. Si nous neutralisons ce dispositif, nous avons une durée de séjour de 70 jours en moyenne.

Nombre de personnes hébergées

	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016(%)
Nbre de femmes	146	272	284	268	-5,6
Nbre d'hommes	239	229	247	397	+60,7
Nbre d'enfants	255	343	451	493	+9,3
Total personnes	651	844	982	1158	+17,9

Ce tableau comprend l'ensemble des personnes accueillies en urgence sur les places permanentes et sur les dispositifs ponctuels (femmes victimes de violence, prise en charge ASE, hôtel plan hivernal et Chambre plan hivernal).

Deux remarques :

Nous avons reçu beaucoup plus d'hommes en urgence sur l'hôtel. Sur les autres dispositifs cela reste stable :

2015 : H 28% ; F 25% ; E 46%

2016 : H 23% ; F 34% ; E 42%

Nous avons une augmentation sensible des enfants mais paradoxalement, nous avons eu beaucoup moins de prise en charge ASE.

L'hébergement d'insertion

Nombre de places

Service	Typologie des places	Hors CHRS	CHRS	TOTAL
Cherpa	CHRS collectif, en chambre individuelle		15	29
	Stabilisation, en collectif		14	
Chambrière	CHRS, collectif, en chambre individuelle LHSS	10	19	29
A. Camus	CHRS, collectif, en appartement autonome		63	63
SLEx	CHRS, en diffus et en logement partagé(38 appts)	90	76	166
	Logements temporaires, en diffus (42 appts)			
Chinon	CHRS, en diffus et en partagé (5 appts)	18	15	27
	Logements temporaires (8 appts)			
Loches	CHRS, en diffus et en partagé (8 appts)	4	15	19
	Logements temporaires (2 appts)			
G. Dolbeau	Stabilisation, en collectif	10		10
TOTAL		146	217	349

Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) : 217 places

Le CHRS, financé par une dotation globale de l'Etat, est composé de plusieurs établissements qui accueillent des personnes en détresse connaissant de graves difficultés économiques, familiales, de logement ou de santé, en vue de les aider à accéder ou à retrouver leur autonomie personnelle. 203 places d'insertion et 14 places de stabilisation sont financées dans ce cadre.

Le Centre d'hébergement et de stabilisation (CHS) : 10 places

Il s'agit d'un dispositif d'hébergement proche du CHRS (circulaire Vautrin du 19 mars 2007).

Le mode d'hébergement doit être souple et adapté aux besoins de la personne, et respecter au mieux le principe d'inconditionnalité de l'accueil (ouverture 24heures/24 ...). Dans les faits, il se rapproche de la prise en charge CHRS.

Les Logements Temporaires : 52 Logements (112 places théoriques)

Ces logements sont financés par l'Allocation Logement Temporaire et par le Conseil Départemental (Fonds de Solidarité Logement) pour l'accompagnement social. Les personnes sont accueillies dans des appartements diffus pour une durée de 6 mois renouvelables. Ce dispositif est conçu pour assurer une orientation rapide vers le logement.

L'activité

Nuitées et taux d'occupation

	2014		2015		2016		Evolution 2015/2016 (%)
	nuitées	Taux(%)	nuitées	Taux(%)	nuitées	Taux(%)	
CHRS	70 087	94,9	73 142	98,7	71 731	96,5	-1,9
STABILISATION	8 295	103,3	8 523	97,3	9 980	113,6	+17,1
LOGEMENTS TEMPORAIRES	28 198	77,2	33 800	92,3	32 626	86,8	-3,4
TOTAL	106 580	89,9	115 465	96,6	113 737	94,7	-1,4

Pour les logements temporaires, la vacance est parfois importante du fait de la difficulté à faire coïncider la composition du ménage et la taille du logement. De plus les critères d'admissions fixés par le Conseil Départemental limitent les orientations faites par la CUO.

Nombre de personnes hébergées

	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016 (%)
Nbre de femmes	193	201	182	203	+11,5
Nbre d'hommes	228	206	223	225	+0,8
Nbre d'enfants	265	251	191	218	+14,1
TOTAL	686	658	596	646	+ 8,4

La progression constatée en 2016 nous ramène dans une configuration proche de celle de 2014.

Composition des ménages

	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016(%)
Hommes seuls	151	141	151	150	- 4
Femmes seules	49	70	60	67	+ 11,6
Couples sans enfant	6	9	10	17	+ 70
Couples avec enfants	36	40	40	37	-7,5
Femmes seules avec enfants	96	79	64	59	+ 7,8
Hommes seuls avec enfants	10	7	5	6	- 33,3
Total ménages	347	346	330	336	+ 1,8

Globalement, la composition des ménages est sensiblement la même d'une année sur l'autre. Les familles étaient accompagnées de 195 enfants mineurs et de 24 enfants majeurs.

Age des adultes

	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015 /2016(%)
18-24 ans	128	113	83	82	- 1
25-34 ans	119	118	119	121	+ 1,6
35-44 ans	106	90	92	100	+ 8,6
45-54 ans	56	51	60	73	+ 21.6
55 ans et +	37	39	48	52	+ 8,3
TOTAL	446	411	402	428	+ 6,5

La tendance au vieillissement de la population se confirme. Le taux de jeunes de moins de 25 ans passe de 29% en 2013 à 19 % en 2016. Nous avons accueilli 42 personnes de plus 60 ans dont 10 de plus de 70 ans (en 2015 : 40 dont 5 de plus de 70 ans).

Nombre de prises en charge au titre de l'Aide Sociale à L'Enfance

%	2013	2014	2015	2016
Nombre d'enfants	31	31	29	11
Nombre de mères	26	28	24	8
Total	57	59	53	19

Vous constaterez la chute des prises en charge ASE que nous ne comprenons pas. Cette évolution impacte lourdement notre résultat financier et nous interroge sur l'équilibre économique 2017.

Ménages sortis en 2016

	Nb de personne s 2016	Ménages Sortants 2016	Durée de séjour 2015 (en jour /pers)	Durée de séjour 2016	Evolution (%)
CHRS	152	98	349	414	+18,6
Stabilisation	36	19	535	327	-38,9
Dolbeau	69	25	224	429	+91,5
Logt Temporaires	130	57	271	334	+23,2
TOTAL	387	199	323	376	+16,4

Dans cette partie, nous intégrons l'hébergement d'urgence de Dolbeau car les durées de séjours sont importantes et les sorties vers le logement conséquentes.

La durée de séjour a augmenté de 16,4%. Depuis deux ans, cette augmentation atteint 39 %. Par ailleurs, la baisse sur la stabilisation est principalement due à 2 familles qui sont restées très longtemps en 2015.

L'évolution des ressources

Types de ressources	2015				2016			
	Entrée	%	Sortie	%	entrée	%	sortie	%
RSA	58	34,3	67	39,6	74	37.2	92	46.2
Travail ou stage	13	7,7	36	21,3	21	10.5	43	21.6
ASSEDIC	17	10,0	10	5,9	17	8.5	15	7.5
Prestations familiales	9	5,3	2	1,2	4	2.0	6	3.0
Autre allocation	8	4,7	18	10,6	14	7.0	20	10.0
Autres	7	4,1	6	3,5	7	3.5	6	4.5
Sans ressources	57	33,7	30	17,7	62	31.0	17	8.5
TOTAL	169	100	169	100	199	100	199	100

Ce tableau confirme que les personnes accueillies accèdent à des ressources durant leur séjour à l'EAO (62 sans ressources à l'entrée contre 17 à la sortie).

La problématique des ressources affecte principalement les jeunes qui ne peuvent bénéficier d'un revenu minimum. Le dispositif « garantie jeune » ne peut guère, en tant que tel, permettre aux jeunes d'accéder au logement car les ressources sont limitées à un an.

Par ailleurs, les ressources liées au travail augmentent significativement.

Les sorties vers le logement

	CHRS	LT	Dolbeau	2015		2016		Evolution(%)
				Total	%	Total	%	
Tour(s) Habitat	13	15	10	25	14,79	38	18,6	+48
Touraine Logement	3	1	1	9	5,33	5	2,5	-44
Val Touraine Habitat	13	14	4	22	13,2	31	15,0	+82
La Tourangelle	1	1	0	1	0,6	2	1,0	+100
Autres bailleurs sociaux	7	5	4	1	0,6	16	8,0	+1500
Pension de Famille	1	0	0	4	2,37	1	0,5	-75
Parc privé	6	3	0	4	2,37	9	4,5	+125
FICOSIL	5	4	0	11	14,29	9	4,5	-18
Résidence sociale	3	1	2	10	14,29	6	3,0	-40
Total logement	52	43	21	87	51,4	116	57,7	+32
CHRS éclaté	6	2	0	6	3,55	8	4,0	-33
CHRS collectif	6	0	1	4	2,37	7	3,5	+75
Logements temporaires	0	0	2	2	1,18	2	1,0	0
Total Hébergement	12	2	3	12	7,1	17	8,4	+42
Retour domicile	3	2	1	1	0,59	6	3,0	+500
Ami	8	3	3	14	8,28	14	6,5	-7
Retour famille	5	0	0	6	3,55	5	2,5	-16
Exclusion, fin de PEC, incarcération	10	2	0	14	8,28	12	6,0	-14
Inconnue	20	4	2	25	14,79	26	13,0	+4
Autres (LHSS...)	4	1	0	10	5,91	5	2,5	-50
Total précaires	50	12	6	70	41,4	72	35,8	-4
TOTAL sorties	114	57	30	169	100	201	100	+19%

Le taux de sorties vers le logement progresse de façon significative (57.7% contre 51.4 % en 2015), tout comme le nombre de ménages (116 contre 87 en 2015) ; ceci représente 387 personnes relogées. Il faut en fait relativiser cette amélioration puisque l'année 2015 avait enregistré des résultats en baisse. De fait, nous retrouvons le niveau d'accès au logement de 2014. Pour le seul CHRS, en 2015, 43 ménages (98 personnes) avaient accédé à un bail à leur nom, 52 en 2016, soit 45,6%.

Si nous croisons ces chiffres avec l'allongement de la durée des séjours, nous constatons que les personnes hébergées sortent moins vite mais plutôt dans de meilleures conditions.

Nous devrions pour l'année prochaine améliorer les sorties positives car les familles en situation administratives précaires ne sont quasiment plus présentes dans le CHRS et la régularisation de certaines familles que nous hébergeons va permettre d'accueillir un public sûrement plus désocialisé mais moins précaire sur le plan des droits.

Les faits marquants de 2016

Les services civiques

A noter qu'en 2016, nous avons augmenté notre capacité d'accueil de jeunes volontaires dans le cadre du service civique. Après les activités du PAS, ce sont des jeunes qui ont rejoint les centres d'hébergement du CHERPA, de CAMUS et de la Chambrerie. L'épicerie solidaire de Chinon a également accueilli une jeune volontaire. Les jeunes volontaires sont présents pour une durée de huit mois.

La WIFI

Le déploiement de bornes WIFI permettant d'accéder à internet sur l'ensemble de nos résidences collectives a été réalisé courant 2016. Il s'agissait là d'une demande ancienne qui a été plusieurs fois formulée dans le cadre du CVS. Cet investissement important nous est apparu comme indispensable pour lutter contre la fracture numérique.

La résidence CAMUS

Le développement du partenariat :

- avec le CIDFF autour du développement de l'accueil de femmes victimes de violences,
- avec le centre social du quartier et particulièrement l'accueil du carnaval annuel,
- avec le CHRS Anne de Beaujeu à Amboise qui a débouché sur la présentation d'une pièce de théâtre dans le cadre de la semaine de lutte contre les violences faites aux femmes,
- avec l'association UNICITE qui nous a mis en contact pour du mécénat d'entreprise avec les laboratoires MERCK et la Caisse d'Epargne ; ce qui a permis la réfection de deux appartements d'urgence et du hall d'accueil,
- avec le ZONTA Club pour l'aménagement et la décoration des appartements d'urgence,
- avec des étudiants du CFA de Joué-lès-Tours pour le don de jeux et vêtements.

Autre temps fort, l'organisation d'une journée axée sur l'insertion professionnelle et l'estime de soi avec des étudiantes en force vente de l'IUT. Une quinzaine de résidentes du CHRS ont pu bénéficier d'un stand de coiffure avec les étudiantes de l'école de coiffure, de conseils d'une socio esthéticienne.

Régulièrement des soirées ludiques pour les parents et les enfants sont organisées avec la maison des jeux et les PEP 37.

Les services civiques contribuent grandement au développement de ces actions d'animation.

La résidence de la Chambrerie

Un réaménagement complet a été poursuivi sur le hall d'accueil après l'espace informatique et la bibliothèque, l'ensemble du hall a été repeint et décoré grâce au partenariat avec la fondation ONETT et la participation des résidents.

L'animation

Le développement d'activités vers l'extérieur demeure un objectif fort. Pour ce faire de nouveaux partenariats se sont développés :

- avec « roulement à Bill » atelier de réparation de vélo,
- avec « Disco soupe » pour la récupération de légumes.

Les ateliers permanents se sont poursuivis :

- **Le bar « BARAKA »** géré par des résidents ou ex-résidents très impliqués, sert de support aux animations collectives. L'organisation et la communication se perfectionnent. Une ouverture aux résidents de Camus et prévue pour 2017,
- **Le poulailler** a été géré par deux résidents mais il faut déjà prévoir la rénovation de la cabane,
- **Le jardin** a fonctionné au ralenti avec moins de volontaires. Le projet reprendra fin mars 2017 avec la création de « carré » pour les personnes à mobilité réduite.

Le service a également proposé de nombreuses activités collectives :

- 18 sorties culturelles (cinéma, musée, théâtre, opéra, guinguette),
- 20 sorties sportives (randonnée, shiatsu, taïchi, UFOLEP),
- 9 temps forts festifs (Tournoi, fêtes, Loto, Pique-Nique, Semaine Bien-être).

La participation

La Chambrerie demeure très impliquée dans les instances de participation. Cette thématique, pour laquelle l'ensemble de l'équipe a été formée, est présente en permanence dans l'organisation quotidienne.

8 réunions de résidents se sont déroulées en 2016. Elles ont réuni 80 % des résidents (121 personnes) et 37 salariés. Depuis que ces réunions sont associées à un temps de repas le taux de participation est satisfaisant.

Les délégués de résidents sont associés à la préparation de l'ordre du jour et des réunions.

2 réunions thématiques en présence du chef cuisinier et des responsables de services CHERPA et CHAMBRERIE se sont tenues pour l'amélioration de la qualité des repas.

L'équipe s'implique aussi fortement dans la préparation des Conseils de Vie Sociale en soutenant les représentants de résidents dans la préparation de l'ordre du jour.

Enfin, un salarié et plusieurs résidents participent régulièrement aux instances participatives régionales et départementales (10 réunions en 2016).

La résidence CHERPA

D'importants travaux d'humanisation ont débuté en 2016 avec la réfection complète de l'accueil.

La participation des usagers :

Un réel effort d'une mise en place d'une dynamique de participation des usagers est en cours. En effet, au-delà des réunions des résidents tous les 2 /3 mois, depuis l'automne, un groupe participatif de 4 /5 personnes s'est constitué. Dès lors, des temps de réflexion sont

régulièrement instaurés (1 à 2 fois par mois) pour questionner, réfléchir, débattre sur la vie de la résidence.

L'animation socio-culturelle et sportive au CHERPA :

Le départ de l'animateur en milieu d'année a provoqué l'arrêt du journal du Cherpa. Sûrement à « alléger », il avait un fort impact chez les personnes accueillies qui ont fourni de très beaux textes.

L'équipe s'est efforcée de mettre en place des activités régulières. Ainsi est organisée, une fois par mois, la découverte d'un lieu lors d'une marche à pied (Tours, Amboise...). Départ le matin, marche découverte, pique-nique et marche l'après-midi en tenant compte des possibilités de chacun.

Nous collaborons avec l'UFOLEP pour des activités sportives avec les autres structures de l'EAO, la ville de Tours et l'association Culture du cœur.

Nous avons organisé un temps fort lors des fêtes de fin d'année et les résidents se sont fortement engagés dans la préparation et l'organisation.

Nous souhaitons par contre développer un partenariat plus resserré avec le centre social Giraudeau, un ancrage fort du quartier.

La résidence DOLBEAU

On constate sur ce service une forte augmentation des sorties vers le logement (20 ménages) et des difficultés pour des femmes avec enfants qui ne touchent plus de prestations et doivent se mobiliser sur l'emploi.

De nombreuses actions collectives sont initiées sur ce service :

- 6 ateliers culinaires,
- 4 ateliers Cinéma,
- 6 ateliers vie sociale (impôts, risques domestiques, logement, ...),
- 3 ateliers créatifs,
- Ateliers hebdomadaires autour du jeu.

Des pique-niques et des sorties cinéma avec Cultures du cœur viennent compléter ce programme d'animation.

Participation des résidents

Comme l'année passée, 5 réunions ont eu lieu. La présence est obligatoire, cependant il nous est toujours très difficile de réunir l'ensemble des résidents. De plus, la difficulté pour certains d'accéder à la compréhension de la langue rend l'exercice difficile.

Les réussites

La garderie des « P'tits loups » pour les 0-3 ans, animée par une équipe de bénévoles deux fois par semaine, a été récompensée par le trophée AG2R qui nous a décerné un prix de 3000 euros. Les hébergés ont participé à la deuxième édition de la manifestation partenariale « Prenons place » dans le quartier avec la confection de pâtisseries et l'animation du stand.

Les difficultés

La mobilisation des résidents sur les ateliers et les animations collectives et leur investissement sur les lieux collectifs (salle de jeux...) pourrait être plus forte.

Le SLEX

Pour l'année 2016, l'atelier cuisine s'est poursuivi et développé au rythme d'une fois par mois. Il se déroule au siège autour de thèmes : un repas végétarien, comment faire manger des légumes aux enfants, repas de fêtes, recette de mon pays. Ces différents sujets nous permettent

d'aborder le budget, la diététique, la découverte des aliments, leur utilisation selon les saisons, comment utiliser les restes et ne pas jeter de nourriture.

Nous avons aujourd'hui une dizaine de participants, essentiellement des femmes.

Notre stagiaire a mis en place en avril, un atelier « **Déclaration de revenus** » ouvert à tous les usagers du service. Sur 2 sessions, 30 participants ont appris pourquoi déclarer ses revenus même si on ne perçoit que le RSA, ou comment faire sa déclaration sur papier mais aussi sur internet.

A l'initiative d'une résidente, un atelier « **Brico-Déco** » s'est mis en place. Récupération de vieux meubles, tables basses, chaises, étagères..... pour les réparer et les relooker. Une session a permis de faire des décorations de Noël.

En fin d'année, notre « **goûter de Noël** » avec distribution de cadeaux par le père Noël a été animé par le groupe, « Bœuf à mille pattes ». Ce moment convivial a rassemblé 32 personnes des logements d'urgence.

Tout au long de l'année des **sorties ludiques et culturelles** sont également proposées :

- Chasse aux œufs au parc de Ste Radegonde pour Pâques,
- Visite du château d'Amboise avec la participation de « Culture du cœur » pour les billets,
- Sortie à « Family Park » pendant l'été.

Notre partenariat avec la FICOSIL s'est renforcé puisque nous participons à la commission d'attribution des sous location et avons des rencontres mensuelles pour échanger sur nos dossiers en cours.

Un travail d'échange et d'harmonisation des pratiques s'est engagé entre les différents acteurs de l'accompagnement social.

Notre partenariat avec la Communauté de Communes Touraine Vallée de l'Indre qui s'était interrompu au 31/12/2015 a pu redémarrer au 1^{er} juin 2016 avec 2 logements de type 3 sur la commune de Sorny, destinés aux personnes vivant sur le territoire. Depuis la signature de la convention, ces deux logements ont été occupés sur presque toute la période. 2 ménages pour des violences intrafamiliales, 2 ménages pour des inondations suite à la crue de l'Indre et 2 ménages pour des incendies.

Antenne de LOCHES

L'année 2016 est marquée par le renforcement du dispositif d'hébergement avec deux appartements supplémentaires en logement temporaire.

En effet notre dispositif ne couvre pas l'ensemble des besoins. Il est occupé à 100% et nous constatons du fait de la complexité de certaines situations des durées de séjour qui s'allongent.

Une grande diversité d'animations est proposée sur l'antenne de LOCHES avec pour fil rouge la nature : sortie pêche, jardinage, chasse aux champignons, soirée « brame du cerf ».

Ces animations sont toutes réalisées dans une dynamique de co-construction avec les résidents et avec beaucoup de convivialité.

La dimension sportive n'est pas oubliée avec une randonnée kayak sur la Gartempe grâce au soutien financier du fond associatif.

Antenne de CHINON**Renforcement du travail en partenariat**

Un partenariat soutenu avec l'association CLAAC est engagé. Les personnes accueillies qui le souhaitent peuvent participer aux ateliers proposés par le CLAAC le mardi après-midi. Sous forme d'échange autour d'un café, d'ateliers cuisine, d'ateliers créatifs et de sorties récréatives. La participation des accompagnatrices sociales aux réunions du Collectif Solidarité en Chinonais permet de rencontrer les différents partenaires et de s'investir dans des projets communs : budget, santé...

La fête de l'été a regroupé des personnes de diverses structures : bénéficiaires de l'Embarcadère, personnes accueillies en hébergement à l'EAO et à ADOMA, la Mission Locale, ainsi que toutes les personnes qui le souhaitent, par le biais de la MDS, du CLAAC.... Cette fête s'est déroulée à l'Embarcadère. Des jeux étaient proposés ainsi que des ateliers créatifs, musique d'ambiance et chorale.

La fête de Noël a regroupé les mêmes acteurs dans les locaux du CLAAC. Les accompagnatrices ont animé un atelier cuisine et un autre de maquillage.

Accompagnement Collectif

Les ateliers internes à l'EAO, animés par les accompagnatrices, ont été variés.

Le bus de 9 places financé par la Fondation Sillon Solidaire a permis plusieurs sorties : à Sauzay-Champigny pour découvrir un site troglodytique et une balade dans le Parc Naturel Régional, un parcours de randonnée sur le thème de la vigne près de Montreuil Bellay et une visite des jardins pédagogiques (les carrés potagers) près d'Azay le Rideau.

Perspectives 2017**La résidence CAMUS**

Dès le début 2017, 2 appartements supplémentaires seront affectés à l'hébergement d'urgence ; ce qui portera notre capacité d'accueil à 18 places.

Nous avons le projet de réhabiliter l'ancienne cuisine au rez de chaussée pour proposer des ateliers en interne et en partenariat avec Léo Lagrange.

Les difficultés de garde d'enfant connues par les femmes accueillies amènent une réflexion sur la mise en place d'une garderie avec une équipe de bénévoles au sein du CHRS.

La résidence de la Chambre

Beaucoup de chantiers lancés en 2016 se poursuivront en 2017 :

- Aménagement du jardin en carré pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite,
- Agrandissement de la terrasse et de l'appentis,
- Aménagement de l'accueil et amélioration de l'affichage.

L'équipe souhaite également travailler à une méthodologie de suivi des suites des réunions de résidents

La résidence CHERPA

Au vu des difficultés financières de l'Entr'Aide Ouvrière, un ETP de moniteur éducateur va être gelé à partir d'avril 2017 ; ce qui va nécessiter une réorganisation de la planification du temps pour l'équipe sociale du Cherpa.

L'année 2017 verra l'aboutissement des travaux d'humanisation. En effet, toute la toiture de la salle de restauration va être refaite ainsi que les peintures intérieures. Nous changerons aussi une grande partie des menuiseries (fenêtres et volets) ainsi que la chaudière.

L'implication du Conseil de Vie Locale CHERPA et des membres de l'équipe sociale va permettre une dynamique autour d'un chantier d'aménagement de la cour intérieure au printemps 2017. De même, suite aux travaux de rénovation, nous allons repenser la signalétique interne.

Enfin début 2017, une bénévole art thérapeute interviendra auprès des résidents.

La résidence DOLBEAU

Le principal fait marquant est l'accueil d'un nouveau service au sein de la structure depuis le 1^{er} janvier 2017. Ce service des Logements d'Urgence regroupe les 12 logements qui étaient gérés depuis deux ans par le SLEX et les 8 nouveaux logements ouverts au mois de décembre dans le cadre du plan hivernal. Ce dispositif accueille au sein de la structure une nouvelle équipe composée d'un Educateur Spécialisé à mi-temps et d'une TISF à plein temps, pour le suivi des 20 familles (soit 100 personnes).

Les ateliers initiés en 2016 vont se poursuivre :

- Visas « Eco-citoyen » sur le tri des poubelles,
- Journées de formation avec le planning familial (4 réunions sont prévues),
- Atelier sur les « accidents domestiques » en lien avec le médecin et l'infirmière du PSM,
- Atelier logement qui se veut obligatoire dans le parcours de l'hébergement des personnes,
- Atelier dégustation, le week-end, animé par un ou deux hébergés et proposés aux autres résidents pour montrer les spécialités de leur pays ou région,
- Poursuite de l'atelier pâtisserie tous les mois avec les enfants, le mercredi après-midi.

Nous continuerons de développer nos liens avec les différents acteurs de la vie du quartier (Le centre social Courteline, Wimoov...).

Enfin nous favoriserons la participation des résidents au CVS désormais ouvert à tous.

Le SLEX

Nous souhaitons poursuivre le travail d'animation engagé.

Cependant nous avons de fortes inquiétudes pour la poursuite du dispositif de logements temporaires. En effet ce dispositif est sous-financé depuis plusieurs années et le Conseil Départemental ne semble pas être en mesure de revaloriser ce financement.

Si les discussions engagées en 2017 n'aboutissent pas, ce dispositif se trouve compromis.

Antenne de LOCHES

Les différentes activités réalisées en 2016 ont rencontré un vif succès chez les résidents. De nouvelles activités seront imaginées lors de réunions de résidents (exemple : visite du musée Descartes, la Carrière de Vignemont, etc...).

Un groupe de travail partenarial sous l'impulsion du CIAS réfléchi à la création d'un dispositif d'hébergement plus collectif pour des jeunes en grande difficulté. Cette réflexion est intégrée dans le nouveau PDALHPD.

Antenne de CHINON

L'ensemble des équipes se projette avec une grande impatience dans les nouveaux locaux qui devraient être disponibles dans le milieu de l'année. Une « crémaillère » sera organisée à cette occasion. Nous attendons du regroupement des services un renforcement de la cohésion d'équipe et accessoirement une réduction de nos coûts de fonctionnement.

En effet, La recherche des équilibres financiers demeure une question clé sur l'activité épicerie solidaire et sur le secteur IAE.

La pension de famille

La pension de famille dispose d'un effectif salarié de 1.3 ETP (0.3 directrice, 0.5 éducatrice spécialisée, 0.5 moniteur non diplômé).

Le service a hébergé 10 personnes en 2016 :

- 5 hommes et 5 femmes,
- 8 personnes sont concernées par une mesure de protection,
- 9 personnes ont plus de 40 ans dont 3 ont plus de 60 ans,
- le revenu moyen est de 749 euros/mois (allocation handicapé, pensions),
- 6 personnes sont présentes depuis plus de 4 ans,
- 1 seule sortie en 2016 vers le logement autonome.

Animation

Les réunions de résidents ont lieu le dernier jeudi du mois (7 réunions en 2016). Elles permettent de favoriser la participation à la vie de la structure. La présence à ces réunions est obligatoire, la participation est plutôt satisfaisante, peu d'absence.

Thèmes abordés :

- Le fonctionnement (entretien des logements, visite technique, vie collective...) et la participation de chacun aux tâches ménagères,
- La sécurité,
- Le menu des repas du mois à venir,
- Les projets (animation, atelier, sorties...),
- L'aménagement de la cuisine,
- La préparation des différentes fêtes,
- La gestion des conflits et les actions de réparations,
- Les rencontres inter pension de famille....

Quelques sorties parmi d'autres

- Sorties au marché de Velpéau : déjeuner + boutique et visite à Marcel V à hôpital,
- Fête de l'entrecôte à St Genouph : repas + brocante + spectacle,
- Barbecue au lac de Joué les Tours par la Mairie. Après-midi boules +baignade,
- Séjour à Ile d'Oléron du 9 au 13 septembre 2016,
- Journée « Défunts » (visite des sépultures des proches des résidents et fleurissement),
- Sortie dans les bois pour décorations de Noël,
- Repas au restaurant « Papy bricole » + La Madeleine anniversaire MP 70 ans,
- Visite de la Ressourcerie « la Charpentière ».

L'épicerie sociale et solidaire de Chinon

Sur 102 demandes, 88 familles ont pu bénéficier de l'épicerie, ce qui représente 248 personnes aidées (sur l'année 2015, 101 familles représentaient 273 personnes aidées).

Au-delà de l'activité de distribution alimentaire, l'activité d'animation demeure extrêmement riche, basée sur la revalorisation de l'image de soi, le lien social, l'échange de savoirs, les apprentissages techniques, la créativité...

Ateliers ou Actions	Nbre de bénévoles et/ou salariés	Nbre de bénéficiaires	Nbre de jours
Cuisine	16	48	10
Autour du livre	2	3	3
Musique	1	2	1
Bien Etre – Image de soi	4	23	1
Arts plastiques	1	6	3
Loisirs créatifs	3	15	3
Sorties visites	7	27	4

La création d'un espace « kitchenette » a permis de développer des ateliers cuisines pendant les collectes. Le maintien d'une forte implication des bénévoles, la participation des personnes accueillies et le renfort d'un service civique permettent de soutenir les activités d'animation.

Difficultés rencontrées

L'épicerie ne parvient pas à trouver son équilibre financier malgré le soutien de ses financeurs et la recherche de diversification de ses ressources. Nous avons dû réduire notre activité (moins de ménages aidés et fermeture en aout).

Perspectives 2017

Nous envisageons un renforcement des collectes alimentaires (lait, produits secs...) auprès des établissements scolaires. La poursuite de l'accueil d'un service civique doit permettre un renforcement des actions collectives et de la communication.

La recherche de ressources complémentaires demeure prioritaire.

Le secteur insertion par l'activité économique

Le Dispositif AVA

Introduction

Le dispositif AVA, régit par le Décret 2001-576 du 3 juillet 2001, s'adresse aux personnes qui rencontrent des difficultés importantes les empêchant de bénéficier des aides à l'insertion professionnelle du droit commun.

« ...ces actions s'adressent à des personnes qui ne sont pas en mesure d'effectuer un travail régulier en raison d'un cumul de difficultés, notamment sociales, professionnelles ou liées à leur état de santé... » (Article 3).

Il vise à redonner une activité aux personnes hébergées en CHRS, qui en contrepartie, bénéficieront d'un pécule et d'un accompagnement socioprofessionnel. Ces actions visent l'accès au droit commun quand la situation des personnes le permet.

Description de l'activité

L'activité proposée aux personnes en contrat AVA est un travail de production de caissette à fromage en bois.

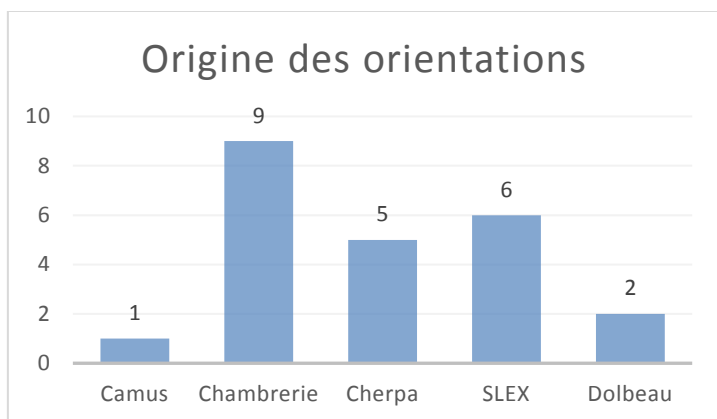
A l'EAO, les CAVA (Contrats AVA) sont d'une durée de 20h par semaine mais peuvent être adaptés à chaque situation dans la durée (entre 16h/s et 24h/s) et les jours travaillés (demi-journées, journées complètes). Le pécule s'élève à 40% du SMIC. La durée de parcours est de 2 mois renouvelables dans la limite de six mois.

La capacité d'accueil est de dix personnes sur l'atelier du lundi au jeudi.

Orientation / accueil

Les personnes sont orientées par les travailleurs sociaux des différents CHRS de l'EAO. Le responsable du service accompagnement IAE gère les admissions.

Le motif principal d'orientation est la reprise d'activité liée à des problématiques, sociales, administratives, de santé ou financières.



L'accompagnement

Les CAVA bénéficient d'un accompagnement social et professionnel complémentaire à l'accompagnement du travailleur social référent sur l'hébergement. C'est un conseiller en insertion professionnelle qui accompagne le CAVA sur la partie professionnelle et assure le lien avec l'encadrement technique.

Une commission CAVA se déroule, par ailleurs, tous les deux mois pour piloter l'action. Cette commission est composée du directeur de l'hébergement, du directeur IAE, du responsable du service accompagnement et du conseiller en insertion professionnelle dédié.

Bilan et caractéristiques du public

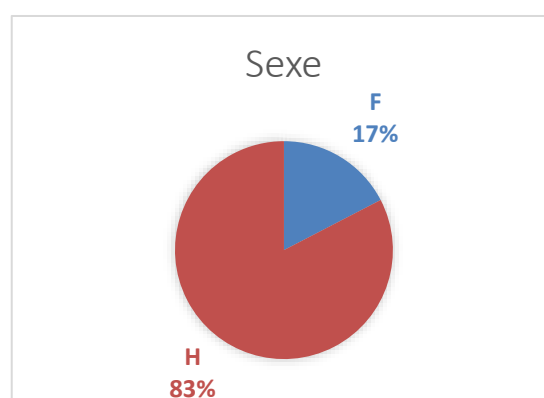
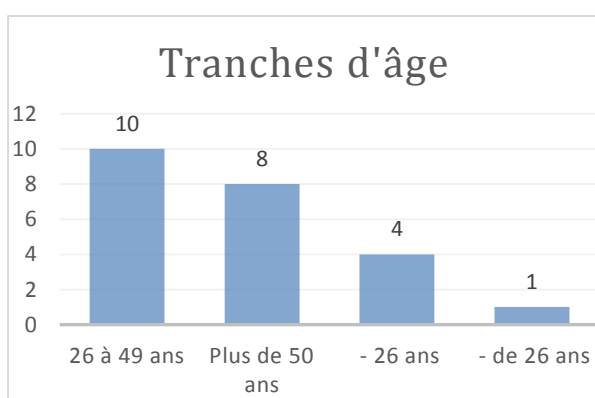
En 2016, les CAVA ont représenté 6751 heures travaillées. Cela correspond à une augmentation de 51 % par rapport à 2015. La meilleure gestion des places et la relance systématique des CHRS expliquent cet accroissement important des heures consommées.

Ce sont 23 personnes qui ont pu bénéficier de ce dispositif contre 26 en 2015. La difficulté principale réside dans l'attractivité de ce type de contrat, et dans la stabilité des publics qui a engendré, encore cette année, des creux dans les orientations et dans l'effectif.

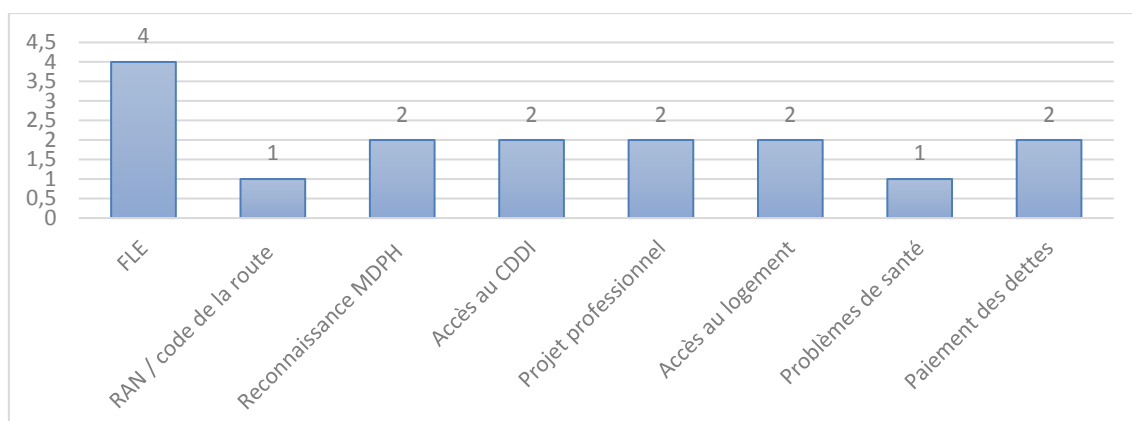
Le parcours moyen est de 5.8 mois de contrat.

Notre priorité en 2017 est d'accroître l'utilisation de ce dispositif en portant le nombre de postes de 10 à 12.

Les caractéristiques du public accueilli



Les sorties



Les actions principales menées avec les personnes sont très diverses. On note le passage de deux personnes en CDDI sur le secteur du recyclage en 2016. Plus globalement, 68% des actions à la sortie relèvent de résolution de problématiques sociales.

La durée moyenne de parcours, doublée par rapport à 2015, a permis un meilleur travail d'accompagnement des personnes et une meilleure résolution des problématiques

Les chantiers d'insertion

Les permanents

Ce secteur dispose pour la partie production et encadrement des salariés en insertion d'un effectif de salariés permanents de 22,73 ETP ainsi répartis :

- sur TOURS : 1 directeur, 1 secrétaire, et 16 encadrants techniques et chefs d'ateliers (15.85 ETP)
- sur CHINON ; 0.15 ETP de responsable de service, 1 secrétaire (0.2 ETP) et 3 encadrants techniques.

3 Bénévoles interviennent pour du conseil technique sur Tours.

Pour l'accompagnement socio-professionnel et le recrutement, l'équipe se compose d'un responsable de service, de 3.5 ETP de conseillers en insertion (3 ETP sur Tours et 0.5 ETP sur CHINON) et de 0.25 ETP de secrétariat.

Cette équipe de permanents est complétée par des interventions bénévoles sur l'optimisation des outils de gestion, ou la formation.

Les salariés en insertion

Le recrutement

Le recrutement se fait à partir d'offres d'emploi déposées à Pôle Emploi.

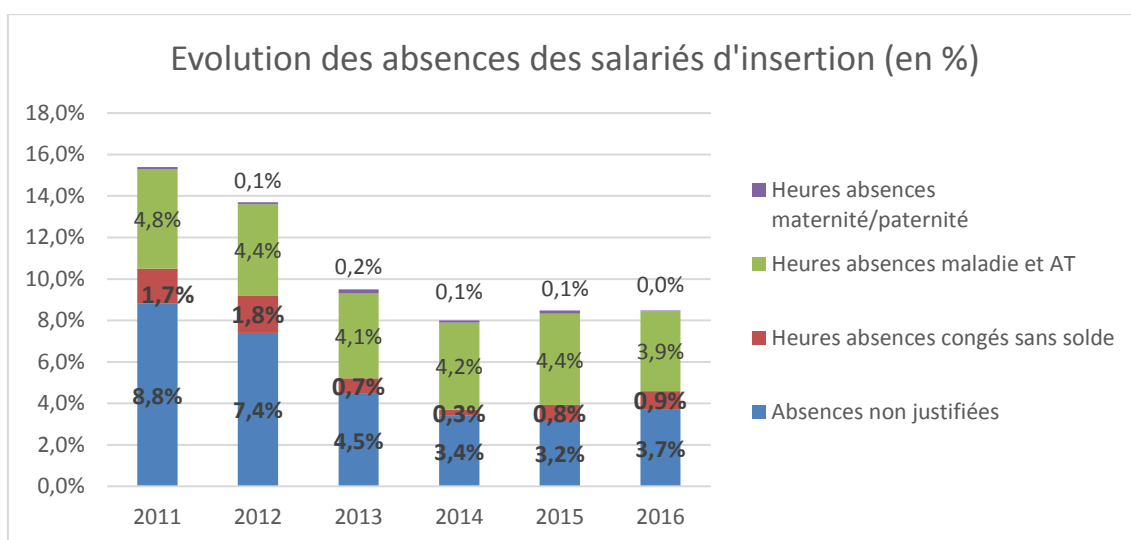
Nous participons à des séances collectives d'information organisées par Pôle Emploi. Notre principal critère de recrutement est la volonté du candidat de s'inscrire dans un projet d'insertion professionnelle.

Les encadrants techniques et les conseillers en insertion sont associés au recrutement pour renforcer l'accompagnement « collégial » des salariés en insertion.

Le nombre d'ETP réalisés

Secteurs	CHINON 2015	TOURS 2015	TOTAL 2015	CHINON 2016	TOURS 2016	TOTAL 2016
Espaces verts	6.38	10.61	16.99	5.34	12.64	17.98
Peinture	3.09	8.31	11.40	3.53	9.04	11.57
Maçonnerie	3.41		3.41	3.59		3.59
Recyclage		10.66	10.66		8.49	8.49
Prestations ext		5.69	5.69		5.02	5.02
Propreté		12.29	12.29		11.78	11.78
Restauration		10.13	10.13		10.62	10.62
Maintenance		4.72	4.72		5.22	5.22
TOTAL	12.88	62.39	75.27	12.46	62.80	75.26

L'effectif est particulièrement stable et le taux de consommation de nos postes est proche de 99 %.



Après une nette amélioration dans les années 2011/2013, nous constatons une stabilisation des absences et une légère augmentation des absences injustifiées ; point sur lequel nous devons rester vigilants.

Les caractéristiques des salariés en insertion

Catégorie (à l'entrée)	% 2014	% 2015	% 2016
Demandeurs d'emploi de -1 an	31.8	56	46
Demandeurs d'emploi de 1 an à 2 ans	31.8	21	19
Demandeurs d'emploi de +2 ans	31	19	35
Autres	5.4	4	
Total	100	100	100

Niveaux de formation	% 2014	% 2015	% 2016
Niveau VI et V bis	35.9	51	57
Niveau V	40.9	27	31.8
Niveau IV	15.7	11	9
Niveau I – II - III	7.5	11	2.2
Total	100	100	100

Répartition H/F	% 2014	% 2015	% 2016
Hommes	70.2	73	75
Femmes	29.8	27	25
Total	100	100	100

Le déséquilibre Homme/Femme tend à s'accroître. Il est dû à la nature de nos chantiers, majoritairement peu attractifs pour les femmes.

Classes d'âge	% 2014	% 2015	% 2016
Moins de 26 ans	20.2	18	19
26-49 ans	63.6	66	67
50 ans et plus	16.2	16	14
Total	100	100	100

Profils	% 2014	% 2015	% 2016
Bénéficiaires du RSA socle	41.3	44	46.6
Travailleurs Handicapés	7.9	3	2.6
Bénéficiaires de l'ASS	9.1	10	8.6

La progression des bénéficiaires du RSA est conforme à nos objectifs fixés avec le Conseil Départemental.

Les sorties

	Situation à la sortie	2014 (103 sorties)		2015 (111 sorties)		2016 (sorties)	
		Pers	%	pers	%	Pers	%
Emploi	CDI > mi tps + CDD > 6 mois	14	13.6	8	21	3	24.7
	CDD > 6 mois IAE	4	3.8	15		4	
	CDD > 6 mois CUI-CAE					3	
	CDD < 6 mois non aidé					7	
	Intérim	6	5.8	1		6	
Formations	qualifiante	9	8.7	15	16	20	21.5
Retraite				2	2	3	3.2
Autres sorties positives	(CACES, CESU, habilitations électriques, CDD dans la structure)	8	7.8	5	4.5	2	2.2
Total sorties dynamiques		41	31.9	45	41	48	51.6
Sans solution directe		62	68.1	66	59	45	48.4

Après une progression de 10 % des sorties dynamiques en 2015, nous enregistrons à nouveau une hausse de 10 % des résultats positifs en 2016. La structuration de notre service d'accompagnement socio-professionnel et la mobilisation de l'équipe porte manifestement ses fruits. Cependant l'accès direct à l'emploi durable est très faible. Nous nous sommes engagés dans une démarche d'expérimentation avec la FNARS et le Ministère du travail pour développer le placement en entreprise. Nous espérons en voir les résultats dès 2017.

L'activité Economique

Chiffre d'affaire	CHINON			TOURS			TOTAL
	externe	interne	TOTAL	externe	interne	TOTAL	
2014	170 025	11 262	181 287	542 531	474 065	1 016 596	1 197 883
2015	173 424	22 200	193 624	496 854	633 603	1 130 457	1 324 081
2016	119 344	54 006	173 350	574 272	631 262	1 205 534	1 378 884

Nous constatons une légère baisse de la production sur CHINON qui s'explique en partie par une faiblesse de notre carnet de commandes et par des congés maladies de nos encadrants qui ont perturbés la production.

Par contre le site de TOURS est en progression notamment sur les prestations externes.

Ces chiffres en légère progression sont tout à fait insuffisants pour assurer l'équilibre du secteur notamment en raison de l'augmentation de nos charges de production.

Un plan de maîtrise des charges est mis en œuvre avec pour objectif le retour à l'équilibre en 2017.

Le secteur formation

Ce secteur dispose d'un effectif salarié de 8.55 ETP (1 chef de service, 0.80 ETP secrétaire, 6.75 ETP de formateurs).

Activité Bénévole

	2014		2015		2016	
	Effectif	ETP	Effectif	ETP	Effectif	ETP
Secrétariat	1	0.11	1	0.11	1	0.11
Français Langue Etrangère	2	0.22	1	0.11	2	0.22
Illettrisme	46	2.97	65	3.57	66	3.47
Maison Digitale					5	0.66
Total	49	3.3	67	3.79	73	4.46

Les Publics Accueillis

Les caractéristiques communes au public accueilli sont :

- Une maîtrise insuffisante de la langue française, notamment pour les personnes inscrites aux visas 3 en 1. Il s'agit généralement de publics migrants en très grande difficulté, hébergés en CHRS ou orientés par des partenaires extérieurs,
- Un niveau de lecture et d'écriture insuffisant (illettrisme),
- Un manque d'autonomie sociale et professionnelle,
- Un isolement social,

Les salariés en insertion représentent 17 % des personnes accueillies dans les différentes formations proposées.

Nos actions de formation

Actions	Nbre de stagiaires 2014	Nbre de stagiaires 2015	Nbre de stagiaires 2016
Visas Région Centre	454	536	719
-dont visas 3 en 1, apprentissage du français (80 heures)	250	239	341
-dont visas internet (10 heures)		120	120
-dont visas éco-citoyens (10 heures)		100	140
-dont visas bureautique (30 heures)		47	50
- dont visa FOAD (80 heures)		43	68
Illettrisme Conseil Dptal TOURS	116	160	139
Illettrisme Conseil Dptal CHINON	93	50	73
Illettrisme Conseil Dptal LOCHES /DESCARTES		41	32
Formation Savoirs de base ESAT		32	35
Droit individuel formation (OPCA)	3	0	0
Entretien EAO UNIFAF (4*24 heures)	22	22	19
Entretien AI			10
Habilitation Electrique EAO UNIFAF (14 heures)		32	46
Habilitation Electrique AI			17
CACES EAO UNIFAF		5	23
Entretien repassage AGEFOS	19	15	6
Accompagnement RSA Conseil Dptal	60	51	0
Action illettrisme maison d'arrêt	24	27	37
Total	791	1072	1156

➤ Les visas Région Centre

Ces actions s'adressent aux résidents de l'EAO, aux salariés en insertion, aux demandeurs d'emploi, salariés, retraités, et jeunes de plus de 16 ans déscolarisés. Depuis 2013, le service s'est engagé à la demande du Conseil Régional dans la Formation Ouverte à Distance (FOAD) pour 50 personnes.

❖ Organisation des Visas

- Tous les mardis de 09h00 à 12h00, une information collective est organisée. Elle se déroule de la façon suivante :
 - Présentation des actions de formation,
 - Passage d'un test de positionnement : Français, Mathématiques, culture générale,
 - Entretien individuel.

❖ **Le nombre de demandes**

Nombre de demande de formation	806
Participation aux informations collectives	476 soit 59 %
Répartition des demandes par formation	⇒ 383 en Français Langue Etrangère ⇒ 209 en Code de la Route ⇒ 78 Remise à niveau ⇒ 85 en informatique ⇒ 100 Internet ⇒ 88 Eco-Citoyen ⇒ 32 en FOAD

La réalisation des Visas demande une adaptation permanente de la part de l'équipe pédagogique. En effet, il y a un taux d'absentéisme relativement important et un nombre élevé d'arrêts avant la fin de la formation.

➤ **Les actions illettrisme**

Nous développons ces actions depuis 2012 dans le cadre d'une convention avec le Conseil Départemental sur l'arrondissement de CHINON, sur l'agglomération de TOURS et sur le SUD LOCHOIS en partenariat avec le CRIA. Ces actions reposent sur une articulation entre des interventions de professionnels et de bénévoles et sur la complémentarité entre un accompagnement individuel et des actions collectives.

En 2015, le Conseil Départemental a confié à l'Entr'Aide Ouvrière, la formation illettrisme sur l'ensemble du département. C'est pourquoi, des actions de formation se sont successivement ouvertes sur Château Renault, Amboise, Saint Martin Le Beau, Montlouis, Bléré, Loches, Descartes, Sainte Maure de Touraine, Ile Bouchard, Chinon, Azay Le Rideau, Bourgueil, Langeais et Montbazou.

❖ **Objectifs**

Ce dispositif doit permettre aux apprenants de mieux maîtriser les savoirs de base (lecture, écriture, calcul, repérage espace/temps, logique, communication) et, grâce au lien social, de développer l'autonomie et la prise de confiance en soi. L'apprenant pourra ainsi mieux maîtriser son environnement et faire face, plus facilement, aux différentes situations de la vie quotidienne.

❖ **Public**

Toute personne, demandeur d'emploi, allocataire RSA ou ayant droit, présentant des difficultés particulières face à l'écrit. Cette action s'adresse à des personnes qui, après avoir été scolarisées en langue française, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul et des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante.

➤ **Formation entretien des locaux EAO – UNIFAF**

3 sessions de formation pré-professionnalisantes aux techniques d'entretien des locaux ont été mises en place pour 19 salariés en insertion du secteur propreté de l'EAO. Cette formation valide des compétences professionnelles pouvant intéresser les employeurs du secteur.

De plus, l'association Courteline a fait appel à nos services pour former un groupe de 10 femmes.

➤ **Formation entretien repassage AI –AGEFOS**

Pour 2016, il y a eu une session de 49 heures.

Cette formation a permis la professionnalisation de 6 aides à domicile salariées des associations intermédiaires de l'Indre et Loire. Il a été très difficile de mettre en place ces formations en 2016, du fait que l'inscription passait désormais directement par Agefos et non plus par nos services, d'où un manque de lisibilité. D'autre part, il ne devait pas y avoir plus de 4 personnes de la même association par session.

➤ **Formation Habilitation Electrique EAO – UNIFAF**

En 2016, 11 sessions de formation de 2 jours, ont été organisées soit 41 salariés de l'EAO formés et 17 salariés d'Associations Intermédiaires.

➤ **Formation CACES EAO – UNIFAF**

En partenariat avec le centre de formation FORGET et Auchan, trois formations CACES ont été organisées permettant à 17 salariés en chantier d'insertion d'obtenir une Certification d'Aptitude à la Conduite En Sécurité.

➤ **Savoirs de base pour l'emploi en maison d'arrêt**

Cette action financée par le Conseil Régional en direction des personnes détenues à la maison d'arrêt de Tours se déroule au rythme de deux demi-journées par semaine et a pour objectif de préparer l'insertion professionnelle à la sortie de détention.

En 2016, une nouvelle forme d'action « Objectif Sortie » a été proposée aux personnes détenues à raison de 2 sessions par an d'une durée de 24 heures.

Les objectifs sont :

- Préparer sa réinsertion professionnelle,
- Délimiter son projet professionnel et mettre en place une stratégie de recherche d'emploi,
- Déterminer ses objectifs professionnels à court/moyen ou long terme.

En 2016, 37 personnes ont participé aux ateliers soit 588 heures de formation suivies.

➤ **Formation Savoirs de base à l'ESAT Anaïs**

Cette action a pour objectif l'animation de 3 ateliers :

- Un atelier écriture,
- Un atelier autonomie administrative,
- Un atelier cuisine pour des personnes en situation de handicap mental.

Cette formation a débuté en septembre 2015 pour se finaliser en juin 2016, 32 travailleurs de l'Esat ont suivi cette formation. Pour des raisons financières, cette action n'a pas été reconduite en septembre 2016.

➤ **Formation pour la certification CLEA**

Créé par le Comité Paritaire Interprofessionnel National pour l'Emploi et la Formation, le certificat Cléa est un outil au service de la formation, de l'emploi, de l'évolution professionnelle et de la compétitivité.

Le Cléa est le nouveau nom donné au socle commun de connaissances et de compétences (S3CP) qui en est le garant. Cette nouvelle appellation a pour objectif d'atteindre le public cible : salariés, demandeurs d'emploi, jeunes en insertion.

Depuis juillet 2017, le centre de formation est habilité organisme de formation Cléa.

Faute de connaissance de cette certification, nous avons très peu de demande.

➤ **La maison Digitale**

La première Maison Digitale pour l'insertion des femmes, en région Centre-Val de Loire, a ouvert ses portes en novembre 2016 grâce à un don de la Fondation Orange. Il existe 94 Maisons Digitales dans le monde dont 24 en France.

Ce dispositif de formation-accompagnement, vise à soutenir des femmes sans qualification et sans emploi dans le but de leur ouvrir des perspectives professionnelles.

Pendant 8 mois, ces femmes vont suivre des modules de formation axés sur le numérique, la communication et le projet professionnel, complétés par un stage professionnel.

Ce dispositif est animé essentiellement par des bénévoles.

Perspectives 2017

➤ **La pérennisation des actions illettrisme**

Actuellement, l'action Illettrisme est cofinancée par le département pour le premier semestre 2017 et le FSE. En 2017, un relais doit être pris par la Région et le FSE sans que nous en ayons, à ce jour, la confirmation.

➤ **Le CCDI PRO**

Un projet de formation qualifiante en faveur des salariés en insertion a été rédigé, aujourd'hui faute de financement, il ne peut être mis en place. L'objectif 2018 est de trouver les financements pour le mettre en place.

➤ **Référencement dans la base de données unique des organismes de formation**

La loi du 5 mars 2014 confie à tous les financeurs de la formation professionnelle la responsabilité du suivi et du contrôle de la qualité des organismes de formation avec lesquels ils travaillent, pour améliorer la transparence de l'offre de formation et favoriser une montée en charge progressive de la qualité des actions de formation.

A partir du 01 juillet 2017, le centre de formation doit être référencé et répondre à ces critères de qualité.

➤ **Publication d'un ouvrage sur la Maison Digitale**

Afin de laisser une trace de cette première promotion de Maison Digitale, nous avons sollicité l'école Esten Sup'Edition pour nous accompagner dans la rédaction et la publication d'un livre retraçant l'aventure de ces femmes dans la Maison Digitale. Un groupe de 5 étudiantes conduit ce projet depuis le mois de novembre 2016.

Le livre sera finalisé fin avril 2017. Il faut désormais trouver un financement pour le publier.

EXPRESSION DES PERSONNES ACCUEILLIES

SIPAE

Dans le cadre de l'harmonisation inter-service des pratiques décidée par l'association, notre secteur adapte la loi 2002.2 dans son objectif de consultation des bénéficiaires de son action. Chaque secteur de production organise des réunions bimestrielles afin de recueillir la parole des salariés sur la qualité du parcours d'insertion que nous leur proposons, tant sur les aspects de la production que de l'accompagnement socioprofessionnel. Tous les salariés en insertion y participent, la totalité de l'équipe d'encadrement et les CIP des secteurs concernés. Les questions abordées traitent souvent des outils et conditions techniques de production, des relations interpersonnelles, et de l'amélioration des conditions de travail (Vestiaires, distributeur de boissons, vêtements de travail...).

En plus des rencontres qui permettent la parole de tous et participent à améliorer notre organisation, nous avons souhaité mesurer le niveau de satisfaction de nos salariés sur différents aspects de notre service (accueil, intégration, formation, accompagnement...). Une enquête enrichira notre démarche d'amélioration continue. Elle sera, anonyme et réalisée par des bénévoles de notre association afin de favoriser la libre parole. Nous questionnerons tous les salariés de nos chantiers entre décembre 2016 et avril 2017. Nous saluons à cette occasion l'engagement de nos bénévoles qui ont répondu positivement à nos sollicitations.

Hébergement

Durant l'année 2016, nous avons tenu 3 Conseils de Vie Sociale (14 janvier ; 28 avril ; 7 décembre). La participation des personnes accueillies et des délégués varie de 2 à 18 présents. Le comité de pilotage des personnes accueillies (Copilpa), qui s'est réuni 6 fois, a tenté d'organiser le CVS de façon plus conviviale et moins formelle. Les CVS de janvier et avril ont été organisés sur l'ensemble de la journée avec un thème transversal le matin et la tenue de l'instance l'après-midi. La mobilisation des résidents reste somme toute aléatoire et les équipes doivent elles-même se mobiliser pour accompagner les résidents dans le démarche.

Des réunions se sont tenues dans chaque service de façon plutôt inégale. Si l'ancrage historique et la typologie des résidents permettent un fonctionnement régulier sur la résidence de la Chambrerie, les familles sont plus difficiles à mobiliser car la garde des enfants est un frein à la participation active. Loches a réussi à tenir des réunions régulières alors que nous sommes sur un hébergement éclaté. La proximité des résidents et l'effectif réduit joue beaucoup.

Le Copilpa a cessé d'exister en fin d'année car a été lancé le groupe de réflexion et d'actions dans le cadre des axes de progrès du projet d'établissement.

Une clarification sur les actions collectives, l'animation et la participation devra être faite afin d'affiner la posture des équipes sur la question.

La participation doit être une constante dans notre action, qu'elle soit pour l'élaboration du projet personnalisé de la personne, ou pour la consultation sur les projets de l'association. Le réflexe de la consultation ne semble pas intégré spontanément même si des avancées sont à noter.

Sujet complexe, il sera une réflexion permanente pour une action accrue et enracinée pour les années à venir.

Cette thématique est fortement soutenue par la direction. 3 sessions de formation de 12 personnes soit 36 salariés ont été formés à l'approche participative. Ceci donne des bases solides pour approfondir l'ancrage de la démarche.

Commission transgression

Cette commission examine le cas de transgressions lourdes dans le cadre de l'hébergement.

Mise en place suite au CA du 7 octobre 2015, cette commission, animée par le cadre d'astreinte, est constituée, à partir d'une liste pré-établie de volontaires :

- d'une personne accueillie (un représentant des délégués),
- d'un administrateur,
- d'un salarié

Entre octobre 2015 et mars 2017, cette commission s'est réunie quatre fois.

Même si l'on peut regretter que le représentant de la personne accueillie ne fut présent que deux fois sur quatre, l'on peut remarquer que, dans cette commission, chacun tient sa place spécifique et assume sa responsabilité.

La parole de la personne accueillie, inspirée par son expérience intime de l'hébergement, apparaît réaliste, pragmatique et bienveillante.

Donner un avis sur la sanction à prendre est un acte difficile car souvent lourd de conséquences pour l'auteur de la transgression. La réflexion complémentaire des uns et des autres donne un éclairage multiple et permet la prise de distance nécessaire à la solution la plus adaptée.

RAPPORT DE GESTION 2016

Etabli par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 18 mai 2017

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre association durant l'exercice clos le 31/12/2016 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

- Situation et évolution de l'activité de l'association au cours de l'exercice.

L'analyse de notre activité et de son évolution fait l'objet d'un rapport d'activité distinct du présent rapport financier.

Concernant le secteur de Chinon, les travaux sur l'immeuble rue LABUSSIÈRE ont débuté en fin d'année et doivent s'achever au plus tard en septembre 2017.

Sur le secteur de Tours, l'activité a évolué de la manière suivante :

- Le dispositif d'hébergement d'urgence en appartement a de nouveau été étendu pour passer de 12 à 20 logements en fin d'année 2016 ;
- Le dispositif AVDL a débuté avec un poste à compter d'avril ;
- Démarrage du dispositif « familles solidaires » à partir du début novembre.

- Examen des comptes et résultat

Comptes de résultat

1) Au cours de l'exercice clos le 31/12/2016, les produits de fonctionnement s'élèvent à : 10 382 K€ contre 10 496 K€ pour l'exercice précédent (-114 K€).

Ils comprennent :

- Subventions d'exploitation : 6 722 K€ ;
- Ventes et prestations de service : 1 587 K€ ;
- Reprises de provisions et transferts de charges : 1 890 K€ ;
- Cotisations des adhérents : 5 K€ ;
- Autres produits : 178 K€.

La variation des produits de fonctionnement comprend :

- -378 k€ de baisse des prestations ASE ;
- + 37 k€ de progression de l'activité de l'IAE
- + 156 k€ de subventions sur projet
- Les autres produits sont en hausse de (+ 110 K€), notamment lié à la succession Binon (+69 k€) et au projet Futuros Unis-cité (+ 24 k€)

Les subventions d'exploitation se répartissent principalement comme suit :

- Conseil Départemental : 590 K€ (hors ASE) ;
- Dotations globales AVA – LHSS - CHRS : 3 560 K€ (+ 160 k€) ;
- DDCS : 1 458 K€ (+100 k€) ;
- CAF : 316 K€ ;
- Conseil régional : 226 K€ ;
- Communes et communauté de communes : 124 K€ ;
- Fonds de solidarité Logement : 145 K€ ;
- Autres : 303 K€.

L'augmentation des subventions est liée à la dotation globale CHRS (+ 197 k€), et aux dotations de la DDCS (nuit hôtel bop 177 : +50 k€ et Dolbeau urgence + 80 k€)

2) Au cours de l'exercice clos le 31/12/2016, les charges de fonctionnement s'élèvent à : 10 524 K€ contre 10 370 K€ pour l'exercice précédent (+ 154 K€).

Elles comprennent :

- Les dépenses d'activité : 2 410 K€ ;
- Les charges de personnel : 6 926 K€ (+ 226 k€) ;
- Les impôts et taxes : 442 K€ ;
- Les dotations aux amortissements : 348 K€ ;
- Les dotations aux provisions : 99 K€ ;
- Les autres charges : 300 K€.

Les dépenses des activités sont en diminution (- 45 K€). Cette diminution est le résultat de :

- La baisse des achats de matières premières pour les chantiers internes (- 54 k€) ;
- La baisse des locations (-54 k€) ;
- L'augmentation des achats pour la restauration (+ 22 k€) ;
- L'augmentation des fournitures consommables (+41 k€).

Les charges de personnel progressent de + 275 K€, dont 166 k€ de salaires bruts.

L'exercice 2016 est impacté par des indemnités de licenciement et de ruptures conventionnelles à hauteur de 58 K€.

Les effectifs salariés de l'association s'élèvent à 243 ETP contre 233 ETP en 2015.

3) Le résultat financier s'élève à -2 K€ dont 6 k€ de produits financiers (produits en baisse de 12 k€ par rapport à 2015).

4) Le résultat exceptionnel s'élève à + 25 K€.

Il comprend les produits exceptionnels suivants (104 K€) :

- Reprise au résultat des subventions d'investissement : 73 K€ ;
- Produits exceptionnels sur exercices antérieurs : 27 k€ ;
- Autres : 4 K€.

Il comprend les charges exceptionnelles suivantes (79 K€) :

- Charges exceptionnelles sur exercices antérieures : 31 K€ ;
- Dotation aux amortissements exceptionnels : 41 K€ ;
- Autres : 7 K€.

5) Enfin, l'exercice clos le 31/12/2016 se solde par un déficit : -129 K€.

6) La valorisation du bénévolat et du mécénat s'élève à 432 247 €, elle comprend :

- valorisation du bénévolat : 361 389 €
- mécénat valorisé : 70 858 €

Situation financière

Les fonds associatifs ressortent à 3 051 K€ au 31 décembre 2016 (- 105 K€).

La progression s'explique essentiellement par :

- Résultat de l'exercice 2016 : - 129 K€.
- La variation des subventions d'investissement net de reprises : + 12 k€

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 477 K€ au 31/12/2016 (- 66 K€).

L'actif immobilisé s'élève à 2 861 K€.

Les investissements (hors immobilisations financières) s'élèvent à 362 K€ au cours de l'exercice.

L'actif circulant s'élève à 2 662 K€, il comprend les créances d'exploitation et les disponibilités.

PERSPECTIVES

Un dispositif d'accompagnement des sortants de prison financé par la Fondation de France s'est mis en place à compter de février 2017, avec la création d'un poste de travailleur social dédié.

Nous avons repris également la gestion de l'hébergement en appartement auparavant assuré par l'association Albert THOMAS, soit 6 logements qui seront progressivement portés à 9.

L'association va répondre à un important appel à projet concernant la création de 15 lits d'accueil médicalisés qui seraient implantés à La Chambrerie.

INFORMATIONS LEGALES**- Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.**

Néant

RESULTATS - AFFECTATION**- Proposition d'affectation du résultat**

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un déficit de - 128 979 €.

Nous vous proposons également de bien vouloir approuver les affectations suivantes :

- | | |
|-----------------------------|-----------|
| - CHRS | - 34 081 |
| - LHSS | - 5 758 |
| - Autres activités sociales | - 134 625 |
| - Vie associative | + 45 485 |

AUTRES INFORMATIONS

Activités de l'association en matière de recherche-développement :

Néant.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE L'ASSOCIATION**Conseil d'administration**

L'assemblée générale doit délibérer sur la nomination/renouvellement d'administrateurs suivants :

Martine GAUDEAU- SEDILLEAU
Frédéric FLEURY
Philippe LECONTE

Sortants :

Monique CARRIAT
Martine FONTENIS
Françoise JOYEUX
Patrick MINIER
Georges RONDEAU
Frédérique VALLEE

CONTROLE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
--

Il vous sera donné lecture du rapport général de votre Commissaire aux comptes et du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L 612-5 du Code de commerce.

Votre Conseil vous invite, après la lecture de ces rapports, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

RAPPORT D'ORIENTATION

L'an dernier, 9 grandes orientations ont été votées par l'AG, elles ont servi de fondations pour l'élaboration du Plan stratégique 2017/2020.

Ce plan s'est construit et consolidé au long de ces derniers mois. Il nous a déjà conduit à concrétiser quelques idées de fond notamment le renforcement de notre culture associative et de nos pratiques, en associant plus étroitement tous ceux qui contribuent à la vie de l'association : adhérents, bénévoles, salariés mais aussi les personnes accueillies, accompagnées ou salariés en insertion.

Ceci conforte également nos orientations quant à la mise en œuvre plus effective de la transversalité mais aussi nous oblige à une exigence de partage qui peut bousculer les représentations que nous avons du rôle des uns et des autres.

Il nous faut poursuivre dans cette voie, finaliser collectivement un Plan stratégique qui donne sens à nos actions et nous rassemble non seulement autour des valeurs, mais aussi des projets et des actes de l'association.

De façon plus conjoncturelle, nous devons d'ici l'assemblée générale 2018 donner, dans la mesure de nos moyens, le plus de retentissement possible aux événements qui marqueront les 70 ans de l'Entr'Aide Ouvrière. Avec son changement de nom, ces initiatives contribueront à mieux faire connaître son passé en même temps qu'elles ouvriront des perspectives sur son devenir.

GLOSSAIRE

EAO : Entr'Aide Ouvrière

ACJET : Association de contrôle judiciaire et enquêtes de Tours

AFFIC CRIA : Association de Formation Illettrisme Culture - Centre de Ressources Illettrisme et Analphabétisme

AG : Assemblée générale

AGEFOS : Association de Gestion de Formation des Salariés

AMECS : Accès, Médiation et Coordination des Soins

ANVP : Association Nationale des Visiteurs de Prison

ASE : Aide Sociale à l'Enfance

ASLL : Accompagnement Social Lié au Logement

ATHOBA : Accueil Thérapeutique pour Hommes Battants

AVDL : Accompagnement Vers et Dans le Logement

CA : Conseil d'administration

CACES : Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité

CAD : Comité d'Aide aux Détenus

CADA : Centre d'Accueil pour Demandeur d'Asile

CAVA : Contrat Adaptation à la Vie Active

CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

CD : Conseil Départemental

CHRS : Centre d'hébergement et de réinsertion sociale

CHS : Centre d'Hébergement et de Stabilisation

CIDFF : Centre d'information sur le droit des femmes et des familles

CIL : Comité Interprofessionnel du Logement

CIP : Conseiller en Insertion Professionnelle

CLAAC : Culture Loisir Accueil et Animation en Chinonais

CléA : Certification de socle de connaissances et de compétences professionnelles

CMU : Couverture Maladie Universelle

COPILPA : Comité de Pilotage pour la Participation

CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

CUO : Commission Unique d'Orientation

CVS : Conseil de la vie sociale

DALO : Droit Au Logement Opposable

DDCS : Direction Départementale de la Cohésion Sociale

ESAT : Etablissement Social Adapté au Travail

ETP : Equivalent Temps Plein

FICOSIL : Filiale Immobilière Commune des Organismes Sociaux d'Indre et Loire

FLE : Français Langue Etrangère

FOAD : Formation Ouverte A Distance

FSE : Fonds Social Européen

FSL : Fonds Solidarité Logement

GENEPI : Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées

IAE : Insertion par l'Activité Economique

IML : Institut Médico-Légal

JNP : Journée Nationale Prison

LAM : Lits d'Accueil Médicalisés

LHSS : Lit Halte Soins Santé

MDS : Maison Départementale de la Solidarité

OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

OPCA : Organisme Paritaire Collecteur Agréé

PAS : Point Accueil Solidarité

**PDALHPD : Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes
Défavorisées**

PEC : Prise En Charge

PMI : Protection Maternelle Infantile

PSM : Pôle social et médical

RI : Règlement Intérieur

RSA : Revenu de Solidarité Active

SAO : Service Accueil et Orientation

SAPJ : Service Accompagnement Prison Justice

SEVE : SIAE Entreprises Vers l'Emploi

SIAO : Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SIPAE : Service d'Insertion Par l'Activité Economique

SLEX : Service des Logements EXtérieurs

SOLIHA : Solidaires pour l'Habitat

SPIP : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

UDAF : Union Départementale des Associations Familiales

UNIFAF : Union du Fonds d'Assurance Formation de la branche sanitaire, sociale et médicosociale